

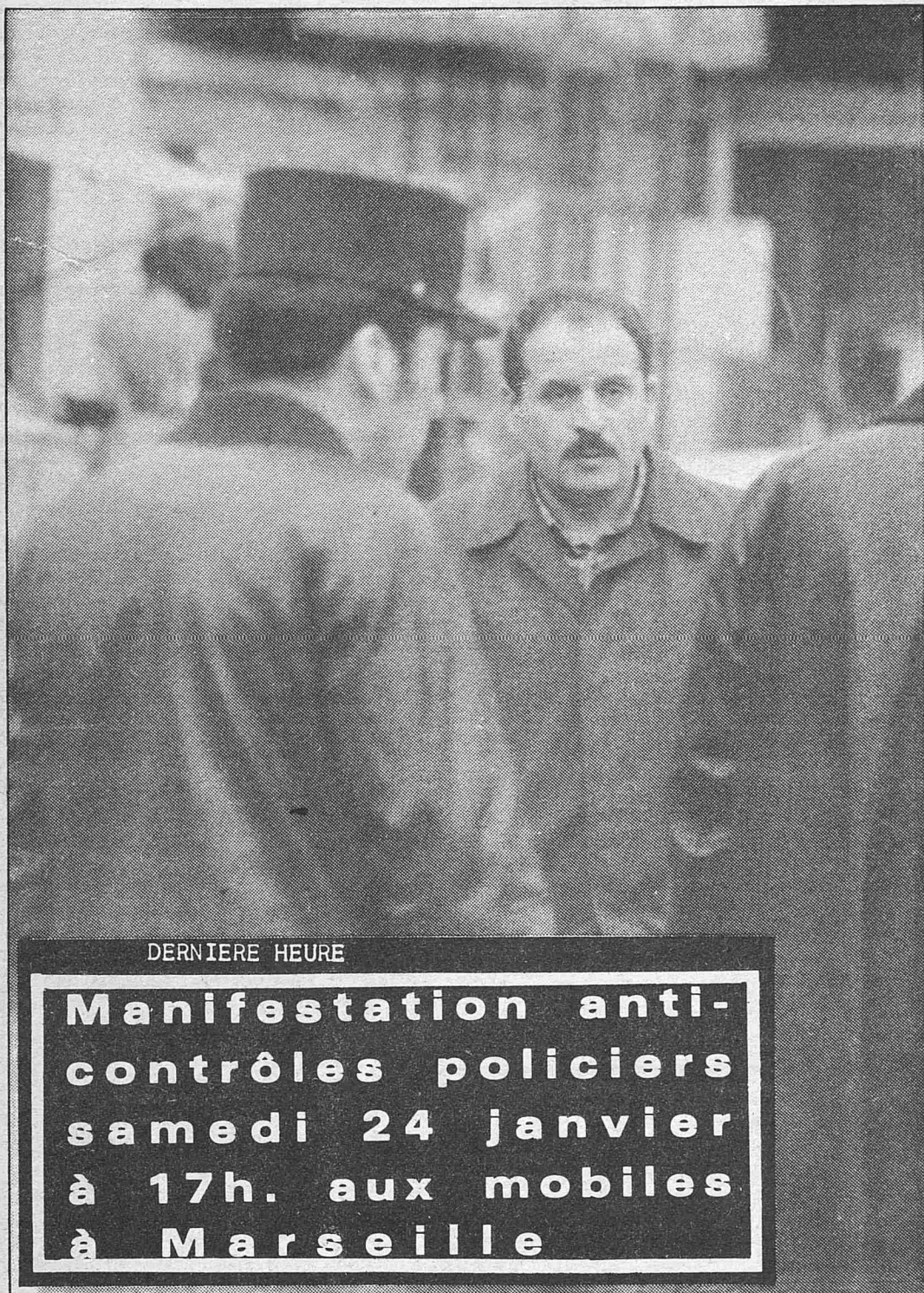
SAFRONTIÈRE

Semaine du 24 au 30 janvier 1981

HEBDO

N8

5F.F Maroc 4,40 D.H.



DERNIERE HEURE

Manifestation anti-contrôles policiers samedi 24 janvier à 17h. aux mobiles à Marseille

Marseille :

Etat de siège pour les immigrés

22 expulsions ,

Un millier de personnes ont été contrôlées. 200 policiers raflent 52 personnes

Page 6

TUNISIE :

Page 8 et 9

La crise syndicale est-elle résolue trois ans après les émeutes du 26 janvier 78.

L'échange de lettres entre le Secrétaire Général et son Bureau exécutif au-delà des divergences montre les limites du jeu politique

Les relations du PCF et des PC Immigrés

Des témoignages sur la manière dont le PCF conçoit les PC ayant une immigration en France

page 5

NAMIBIE :

Une conférence au profit de l'Afrique du Sud

Page 10

Abusé ?

J'ai un temps été abusé par votre journal. J'ai cru à votre sincérité. Aujourd'hui, je vois pour qui vous roulez. Votre anticommunisme dépasse les bornes.

Si « *L'humanité* » a été saisi pour avoir défendu la cause des peuples opprimés, votre journal ne risque rien.

Je soupçonnais d'ailleurs que vous bénéficiiez d'une aide matérielle pour services rendus à l'anticommunisme.

Je renouvellerai mon abonnement quand vous aurez fait pour les immigrés autant que les communistes.

PAUL Courtès
Saint-Lys

Colère

Non, je ne puis le croire, j'ai beaucoup hésité avant de vous écrire et puis je n'arrivais plus à me taire. Alors j'ai pris mon crayon pour exprimer ma douleur et ma colère devant le malheur des Maliens.]

Je suis tellement stupéfaite et horrifiée, je dirai seulement que le P.C., les communistes du P.C.F. sont des lâches. Ils nous avaient déjà surpris par des attitudes étranges comme le soutien aux Russes après l'invasion de l'Afghanistan, mais malheureusement tout cela était lointain pour nous et nous ne nous étions pas directement sentis concernés par cette atteinte aux libertés. Et puis est arrivé le coup de Vitry et je me suis sentie transpercée de toutes parts parce que c'est quand même trop injuste et je me suis révoltée contre cette vie où ce sont toujours les mêmes qui sont atteints par les malheurs. Mais Bon-Dieu, qui pourra me dire ce que ces pauvres Maliens ont fait aux communistes du P.C.F. ? Comment se fait-il que ces gens soient assez lâches pour s'en prendre aussi injustement à ces pauvres noirs femmes et enfants compris ? Oui je

considère que c'est de la lâcheté que les communistes du P.C.F. ont agi de la sorte. Ils savent très bien qui est responsable du malheur, de la détresse de ces Africains déracinés mais ils sont tellement lâches qu'ils n'oseront jamais aller les attaquer. Ils ne vont pas envahir les bureaux de Stoléru, de Barre, de Bonnet, de Giscard parce qu'ils ont peur d'eux. C'est plus facile de démunir, de dénuder des gens qui n'ont aucune défense.

Pourtant, Nom de Dieu, ils connaissent les raisons historiques de l'exil de ces pauvres gens. Alors pourquoi s'en prennent-ils à eux. Non, je ne pourrai jamais trouver de circonstances atténuantes à cet acte horrible d'autant plus qu'il s'agit des communistes. Il y a belle lurette que je ne croyais plus en eux, je gardais l'illusion qu'ils ne se dévoileraient jamais pour le danger que cela représente. Oh ? bien sûr, ils n'ont absolument rien à envier à l'ex-F.A.N.E., aux divers groupes nazis, fascistes et racistes que nous devions craindre pour le caractère dangereux de l'idéologie qu'ils défendent. Les voilà maintenant bien soutenus de façon

inattendue par le soi-disant parti de la classe ouvrière, laissez-moi rire. Mais le temps n'est pas au rire. Il s'agit maintenant d'ouvrir les yeux bien grands pour savoir de quel côté porter les regards. La leçon de Vitry doit être édifiante à tous égards et nous montrer ce que vaut le P.C.F. Comme si les conditions socio-politico-économiques actuelles n'étaient pas suffisantes pour réveiller la xénophobie et le racisme dans les fragiles systèmes de pensée que le capitalisme a mis en place. Mais je ne crois pas que le P.C.F. deviendra de plus en plus intéressant, au contraire l'instance dirigeante actuelle plongera ce parti dans une fascination dont il aura bien du mal à se sortir. C'est peut-être parce que les immigrés ne votent pas qu'il s'en prend si violemment à eux. De toute façon, il deviendra tellement réactionnaire qu'il continuera à s'en prendre pour n'importe quel prétexte aux gens défavorisés. De toute façon, c'est bien connu, le P.C.F. ne peut faire le jeu que de la droite et il se complait dans ce rôle.

Maité

« anciens » ...

Ci-joint chèque d'abonnement pour un an à expédier en Dordogne. Personnellement, je suis déjà abonnée. Je voudrais beaucoup que vous teniez le coup. Je considère que *Sans Frontière* est mon journal aussi. Parce que — disons-le platement — je ne suis pas nationaliste.

Merci de ce que vous avez publié sur Galli, je fais partie de ceux que vous avez aidés à le mieux connaître.

Le passage du P.C.F. du racisme honteux au racisme proclamé m'a donné la nausée, et je vois bien la gravité des conséquences. Dans l'ignominie, il y a comme un « saut qualitatif » qui est sans précédent. Mais tout de même, certains étonnements m'étonnent, je ne crois pas que pour les « anciens » qui se souviennent de la guerre d'Algérie, cet étonnement soit aussi grand.

Marguerite

Main dans la main

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter mes meilleurs vœux, à l'occasion de la nouvelle année, qui souhaitons-le sera accompagnatrice de chaleur dans notre vie de tous les jours, d'espoir et de dignité. Nous devrions à notre manière proclamer l'année 1981, année de l'opprimé, quand on sait que l'excès d'oppression mène inéluctablement à la révolte. Cette proclamation aura un double sens. La première, ce sera notre façon de dire à nos bourreaux : **assez**, c'est assez. Et que les vingt dernières années ont été pour nous un lot de souffrance mais aussi des années difficiles, grâce auxquelles nous avons pu acquérir une **conscience immigrée**. La preuve en est la naissance de *Sans Frontière*. Nous regrettons vivement l'attitude du P.C. l'événement fâcheux survenu ces derniers jours à nos frères maliens, a montré au grand jour le vrai visage du parti révolutionnaire de France. Si à sa naissance, le parti était animé d'un esprit d'égalité et de justice pour tous, aujourd'hui, avec les événements que nous connaissons tous, il ne subsiste plus d'idéal révolutionnaire, mais plutôt une **musique raciste** que l'on pourrait résumer par « *national-social-chauvinisme* ». Vous avez entendu des bruits de bottes, en effet, « ils » arrivent.

Camarades immigrés, comptons-nous un par un, et la main dans la main battons nous jusqu'à ce que nos droits triomphent.

Laoufi Ahmed

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « *Sans Frontière* », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐

Abonnement

☐

Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

sansfrontière

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél. : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 44 78.
rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
13001 Marseille. Tél. : (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association
« Editions sans frontière »
Louis Gallimardel
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

Les immigrés dans l'automobile

Au printemps 1979, on se souvient des 21 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie. A cette époque, le gouvernement promettait le recyclage d'une partie du personnel licencié dans l'automobile -l'automobile volait au secours de la sidérurgie-. Malheureusement pour les sidérurgistes, le Zorro à quatre roues n'est pas venu en Lorraine. Et pour cause : aujourd'hui, en 1980, c'est « le sauveur qui tombe malade ».

Les premiers signes de la crise de 1974 avaient été trop vite effacés dans les mémoires, par une croissance qui s'est poursuivie en France du moins jusqu'en 1979. Il faut déchanter aujourd'hui.

En 1980, la production française a baissé par rapport à 1979 de près de 9% (300 000 véhicules en moins). Tous les producteurs mondiaux sont touchés. La production aux U.S.A. chute de 34%. Seul le Japon fait exception, avec une hausse de 17%, il devient pour la première fois le premier constructeur mondial à l'exportation.

Dans les pays industrialisés dont la France, l'augmentation du prix du pétrole (donc de l'essence) et des matières premières, la baisse du pouvoir d'achat et l'accroissement du nombre des chômeurs entraîne une baisse de l'achat de voitures, ou le glissement de ces achats vers la gamme basse.

Depuis 1974, le prix des voitures a doublé et les bonnes occasions se font rares dans « la centrale des particulier », en bref, trop d'offres et moins de demandes.

Les constructeurs face à la crise : pour être compétitif, les grands producteurs ont utilisé et utilisent plusieurs moyens.

Fusions d'entreprises par rachat des secteurs faibles : En 1978, création de Peugeot S.A., Citrën, Simca-Chrysler est absorbé et devient Talbot. Il ne reste plus en France que deux grands producteurs : Renault et P.S.A. Et on constate les mêmes fusions en amont au niveau des fournisseurs (S.E.V. Valéo regroupant S.E.V. Marchal-Paris-Rhône, Cibié et Duclier).

Accords internationaux. Par exemple : Peugeot avec Fiat pour les moteurs, Renault qui porte à 46% sa participation au capital d'A.M.C. (U.S.A.), Nissan (Japon) avec VW (R.F.A.) et Alfa-Roméo (Italie).

Sans parler d'accords pour fabriquer et utiliser le même produit (ex : le moteur V6 monté par Peugeot-Renault (+ Volvo), ou pour se servir des circuits commerciaux à l'étranger (ex: les firmes françaises en direction des U.S.A.).

Restructuration à coups de millions de dollars : pour adapter leurs productions aux besoins, et pour être plus compétitifs, pour réduire les coûts de production avec une technicité accrue dont la robotisation, qui diminue l'emploi et les charges sociales, pour fabriquer des modèles économiques plus petits et moins gourmands en es-

sence (Chrysler : sur 1,5 milliard de dollars prêtés par le gouvernement américain, 800 millions de dollars ont déjà été utilisés).

Toyota a annoncé en septembre 1980 un investissement de 320 millions de dollars sans oublier le formidable effort de robotisation à General Motors (Amérique).

Renault pour la France, entre autres, expérimente des robots dans un certain nombre de secteurs, d'ateliers (ex : cabines de peinture). La chasse aux temps morts, les tentatives pour instaurer le travail week-ends et les 3x8 au montage à l'usine de Renault-Cléon les surcharges de postes de travail, les dégraissages, et les compressions des effectifs, sans oublier la robotisation, la semi-automatisation et l'automatisation entraînent forcément des conséquences sur l'emploi.

Conséquences sur l'emploi : L'automobile n'est pas la sidérurgie, car elle emploie directement 370 000 personnes (contre 110 000 dans la sidérurgie) et près de deux millions de personnes avec la sous-traitance et les activités annexes. En un an, on constate la suppression d'au moins 28 000 emplois par des procédés divers :

- Blocage de l'embauche : Non-renouvellement des contrats temporaires et primes de départ : 14 000 emplois en moins d'un an pour P.S.A. (Peugeot Citroën Talbot). A Citroën Levallois, par exemple, pendant quinze jours en décembre 1980, un bureau du secrétariat à l'immigration a été mis en place pour inciter les travailleurs immigrés au départ, par l'octroi d'une prime de 15 000 francs attribuée par l'usine et 10 000 francs par le gouvernement. Résultat nul, auquel s'ajoutait la proposition patronale de débauchage pendant six mois avec consolation de 1000 francs par mois. Intérim - ex : à Chausson Gennevilliers sur environ 4000 ouvriers plus de 700 intérimaires.

- Dégraissage par la répression patronale : Soit de nombreux licenciements pour fautes diverses (100 licenciés chez Talbot Poissy depuis la reprise en main de Peugeot).

- Départs en retraite anticipés : à P.S.A., 6500, à Renault, 2540. La retraite anticipée est de fait un licenciement déguisé jusqu'à l'âge de la retraite officielle avec perte d'avantages (pécule départ en retraite) payé de 70 à 75% par les Assedics et le fond de chômage et restant soumis à l'impôt sur le revenu.



- Chômage partiel : Pudiement appelé chômage technique, le chômage partiel a connu un développement massif en 1980. Il a touché y compris la sous-traitance un total de 110 000 personnes de une ou plusieurs semaines, Peugeot-Citroën-Talbot et G.M., au cours du premier trimestre 1981 annoncent de 3 à 10 jours de chômage à Sochaux et à Mulhouse (cela touche près de 50 000 personnes).

- Le licenciement massif : Une première charrette de

3500 travailleurs est annoncée à Talbot pour l'année nouvelle de 1981. Avec la « crise énergétique », l'offensive des Japonais, le prévisible coup de boutoir des conducteurs américains. Ce sont donc des dizaines de milliers d'emplois qui sont menacés.

- Les travailleurs immigrés dans l'automobile : Dans les secteurs de l'automobile Renault Billancourt, Flins, Citroën Levallois, Aulnay, Talbot Poissy, Peugeot Sochaux, Chausson Gennevilliers et Creil Sur les chaînes et aux postes

de production le pourcentage de travailleurs immigrés varie de 60 à 90%. Or si on ne peut qu'être favorable à une technologie qui tendrait à supprimer les postes à forte disponibilité (chaînes de montage, peinture, presse) dont à améliorer les conditions de travail on ne peut que constater en même temps que la robotisation et l'automatisation supprimeront d'abord les postes occupés en majorité par les travailleurs immigrés.

Si dans la période d'expansion qu'a connue par exemple l'automobile en France, le patronat a su tirer un formidable profit des immigrés, rien, aujourd'hui, n'est prévu pour eux. Ni recyclage sur d'autres postes, ni embauche dans d'autres secteurs étant donnée la crise.

Ce que l'on peut voir aujourd'hui, c'est la stratégie commune patronat et gouvernement français et gouvernement des pays d'origine, visant à un retour au pays, sans garantie suffisante de réinsertion véritable (désadaptation, mode de vie, langues pour la deuxième génération), de logement et de l'emploi. Sur ce point, il faut dire que l'accord franco-algérien a été ratifié par les deux gouvernements excluant de fait les intéressés auxquels on n'a pas demandé leurs avis. Car c'est comme un vent d'arnaque qui souffle sur le travailleur immigré licencié, qui n'aura en fait d'autres choix possibles qu'entre une formation professionnelle de départ de deux à quatre mois, ou une misérable prime de départ équivalente à quatre mois de salaire : en deux mots pour un travailleur immigré ; licencié égale expulsé. Cette tragédie humaine qui est en train de se jouer implique directement les organisations ouvrières (partis et syndicats en France pour la sauvegarde de l'intérêt des travailleurs au nom desquels ils parlent.

Mouloud Chalah



Mercredi 14 janvier, 9 heures environ, cents personnes du 15e, français et immigrés se sont rassemblés devant le tribunal d'instance du 15e pour protester contre les risques d'expulsion de l'hôtel meublé du 12 rue de la Smala, rebaptisé rue Béatrix Dussane, standing oblige ! Et contre la politique immobilière de luxe qui touche de nombreux autres hôtels meublés.

Les Français musulmans : Le débat est ouvert.

Ce qui nous manque ...

Nous avons à la suite de notre enquête sur les français musulmans eu de nombreuses réactions. Le débat est ouvert, la complexité de la question musulmane en France nous conduira nécessairement à approfondir nos recherches. Cette enquête ne fut qu'une brève présentation du sujet. Dans notre courrier, nous avons choisi deux lettres qui nous ont semblé significatives. M. Kabersili, nous interpelle sur la première partie de notre travail, la partie historique, alors que Mademoiselle Titraoui s'est intéressée à la suite.

Les critiques de nos lecteurs appellent quelques remarques. M. Kabersili rappelle le problème des massacres 1962-63. Ils provoquent malgré les années des réactions émotionnelles. Il ne faut tout de même pas oublier qu'il y a eu 7 ans de guerre en Algérie qui ont coûté un million et demi de morts aux algériens. Le peuple algérien en subit les dommages jusqu'à présent. D'autre part, la majorité des algériens a choisi l'indépendance. Le FLN n'a pas remporté, comme vous le sous-entendez, la victoire en utilisant des procédés de terreur massive. Il était le représentant légitime de la volonté profonde des algériens et c'est cela qui a permis la décolonisation qui est pas en avant. Vingt ans après, les autorités algériennes à notre sens, devraient étudier les éventuelles demandes de « harkis » qui voudraient revoir leur pays d'origine. Cela dit, il faudrait aussi que les français musulmans se déterminent. Ils peuvent et certains le font à loisir, continuer à revendiquer « le droit » (déjà amplement mérité !) à être français à part entière, un peu comme Ferrat Abbas en 1920.

La situation actuelle semble plutôt exiger qu'ils consacrent leurs efforts à la défense des intérêts moraux et matériels de toute la communauté musulmane de France sans distinction de nationalité.

La lettre de Mademoiselle Titraoui montre bien les difficultés dramatiques auxquelles se heurte la jeunesse française musulmane. Mlle Titraoui nous reproche notre manque de précision et même une certaine indulgence vis à vis du gouvernement français. Au bureau du BIAC de la préfecture de Marseille, aucune information ne nous a été donnée. A la suite d'un coup de fil au Ministère à Paris pour informer de notre travail et de ce qu'ils pouvaient nous donner comme renseignements, il a été interdit aux fonctionnaires présents de nous dire le moindre mot. Nous avons appris également qu'après enquête faite par le Monde, Dahbia qui a aidé les journalistes dans leur reportage et qui a été citée dans l'article a été menacé de licenciement et le sous-préfet Cheikh de sanction.

Une autre difficulté nous a empêchés d'aller plus au fond des magouilles et de leur insatisfaction. Ils accusaient nommément tel ou tel individu responsable d'associations et coupable à leurs yeux de détournement de fonds. Nous ne pouvions sans preuves matérielles, faire état de leurs affirmations.

En conclusion, *Sans Frontière* s'est voulu un pont entre les membres d'une même communauté déchirée par l'histoire. Réussira-t-il ?

Nous n'allons pas réécrire l'histoire, mais ...

Votre journal vient de publier une enquête en deux volets sur les Français musulmans que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt.

Si je vous écris aujourd'hui c'est pour m'indigner des propos de vos collaborateurs, eux qui regrettaient dans le chapeau de leur premier papier : « Les mentalités encombrées de

clichés » développent dans leurs articles les clichés les plus éculés de la propagande F.N.L. des années 1954/1962 et présentent les harkis et tous les musulmans qui ont servi la France durant cette période troublés comme des traitres et des tortionnaires. C'est une vue bien simpliste des choses et des gens...

... Bravo ! quelle magnifique justification des crimes horribles qui ont été commis en Algérie dès la proclamation du cessez-le-feu, entre 50 000 et 100 000 musulmans d'Algérie massacrés par leurs libérateurs. Vous me permettez d'ouvrir une parenthèse et de citer Jean Lacouture qui écrivait dans le journal « Le Monde » du 13 novembre 1962, page 7 :

« ... Les faits de « collaboration » en Algérie ne sauraient en bon droit être assimilés à la collusion des ressortissants d'un Etat souverain avec une armée d'occupation étrangère. Il fallait avoir une conscience politique relativement affinée pour pouvoir déceler à partir de quel moment le fait de servir dans l'armée française comme l'avaient fait nombre de diri-

geants nationalistes et avec éclat constituait un crime... ».

Oui bravo, oser écrire un tel article, il fallait le faire !

Nous n'allons pas réécrire ici l'histoire ou plutôt écrire l'histoire de l'Algérie, mais permettez-nous encore une fois de citer quels auteurs peu suspects de sympathie à l'égard des anciens harkis, première citation, Mohamed Harbi dirigeant important du F.L.N. et qui vient de publier un ouvrage important : « Le F.L.N., mirage et réalité... »

Il évoque longuement dans cet ouvrage la terreur que faisaient régner sur les populations d'Algérie les maquisards et il justifie même le phénomène « harki » par cette terreur aveugle :

« ... Contre l'injustice, la payannerie se protège par tous les moyens, même ceux qui ne servent par la cause nationale. Le nombre d'Algériens engagés dans les harkis est édifiant. Outre les pressions de l'armée française, l'intervention désordonnée du F.L.N. dans les conflits entre paysans et les injustices commises par ses représentants n'y sont pas étrangers. » (cf. pp. 310 & 311).

Dans une lettre de février 1961 de l'état-major de l'A.L.N. à Tunis donne aux conseils de wilayas (Harbi, op. cit.) les ordres suivants :

« Sans le peuple, rien n'est possible, ne pas le comprendre, le juger collectivement, ne pas discerner ce qu'il peut de ce

qu'il ne peut pas [...], c'est permettre à l'ennemi de pénétrer dans ses rangs [...]. Sans être exclus, les méthodes répressives, qui facilitent à l'armée française le recrutement massif de harkis ne doivent intervenir qu'en dernier recours [...] ».

Quel aveu ! Ce n'est pas nous qui le disons, mais encore en février 1961 à un an de la fin de la guerre d'Algérie, le F.L.N. en est réduit encore à s'imposer par la terreur. Sa direction est consciente que son action est mal comprise après sept ans de guerre et que sa répression jette des milliers d'hommes « dans les bras de l'armée française » (sic) (op. cit.).

C'est tellement vrai qu'après le cessez-le-feu de mars 1962, les circulaires du chef de wilaya III à ses unités étaient édifiantes : « Il leur est recommandé de ne pas blesser l'amour-propre des harkis et des gouviers ». (Harbi, op. cit.)

On sait hélas ce qu'il est advenu de ces consignes, pour beaucoup ce sera l'antichambre de la mort et pour les autres l'exil forcé.

Et « Mahyouz la torture » dont parle un autre important dirigeant nationaliste : Ferhat Abbas, dans son ouvrage « Autopsie d'une guerre », page 221 :

« ... l'esprit obtus d'individus attardés fera des ravages. On donna au commandant Mayouz le nom de « Mayouz la torture »

Les articles de Nadia et Abdallah Ben Aissa ont incontestablement plus d'un mérite et en particulier celui de procéder d'une démarche honnête à savoir ne passer sous silence aucun aspect d'un problème qui comporte de multiples facettes. Ainsi les massacres de 1962-63 ont été évoqués (qui ose le rappeler aujourd'hui ?) ; de même le problème de certaines frictions avec les immigrés n'a pas été caché !

En ce qui concerne le passé, je ne m'étendrai pas si ce n'est pour renvoyer à l'historien ceux qui émettent des jugements à l'emporte-pièce, du genre harki = traître. Je note par exemple un passage de l'ouvrage de Mohamed Harbi, le F.L.N., Mirage et Réalité (p. 265), où il est question « des méthodes répressives qui facilitent à l'armée française le recrutement massif des harkis ».

Pour ce qui est du présent et de l'avenir (Perspectives et Réalités), j'estime que divers points méritent d'être approfondis, l'auteur du deuxième article pêchant à mon sens par manque d'information. Ainsi lorsqu'on lit « les conditions de vie se sont améliorées » (presque le slogan de M. Dominati) il est indispensable de préciser. En réalité, c'est l'aspect le plus choquant — camps, certains ghettos — qui a été gommé. Autrement, qu'est-ce qui a vraiment changé ? Par ailleurs, il faut poser autrement la question des associations. « Associations créées comme syndicats de défense », oui et non... « Lutte d'individus s'accusant à la légère » ; mais les magouilles, les détournements de fonds cela existe hélas ! bel et bien !

Pourquoi cette multitude d'associations, voilà qui mérite que l'on s'y attarde. La vieille politique « diviser pour régner » subsiste, le maître-mot est bien celui de manipulation, qui apparaît furtivement à la fin du deuxième article.

Car enfin, le secrétaire d'Etat choisit ses interlocuteurs et lorsqu'un député de l'opposition pose une question embarrassante sur le bilan de l'action du groupe d'alerte sur le racisme, M. Dominati se réfugie tout simplement derrière la reconnaissance par lesdits interlocuteurs de l'action bénéfique de ce « groupe »... et du gouvernement ! Quelle a été vé-

Signalons aux lecteurs que sa crise de « bleuite » fit plus de trois mille victimes dans la wilaya IV, des hommes qui se battaient sous ses ordres.

Melouza, Guenzet, etc... mais je ne vais pas dresser ici la liste des massacres horribles des nationalistes, massacres qu'ils ne contestent d'ailleurs plus (cf op.cit.), ces actions sont de celles dont il faut avoir l'honnêteté de parler comme du reste, c'est-à-dire des exactions des harkis et autres supplétifs.

Mais allons-nous nous lancer longtemps encore nos morts à la tête ? De très nombreuses

ritablement cette action et bien d'autres supposées ? Mystère !

Alors la question de la crédibilité de telle ou telle association est posée :

— quand on voit tel « président » s'afficher constamment avec le secrétaire d'Etat, le même s'inclinant devant les remontrances du vice-président de la Commission Nationale pour les Français musulmans (voir *Libération* du 1.8.1980).

— quand tel autre connu pour ses déclarations incendiaires vit depuis des années on ne sait de quoi au juste !

Et plusieurs autres questions pourraient être utilement posées à tous ces « présidents » d'associations.

Le 14 juillet 1979, une jeune Française musulmane est victime d'une agression raciste et grièvement blessée ; les associations réagissent enfin — alors qu'un an auparavant, c'était le silence pour Ali Abdoul — (voir *Le Monde* du 19 juillet 1980).

Fin 1980, le jugement sur la « bavure » de Caluire est intervenu : trois mois de prison avec sursis pour le policier coupable. Que disent les associations !... plus rien !

Le jeune Lahraoui à Marseille, c'était un Français musulman, non ?

« Sans Frontière » du 26 décembre 1980 évoque les négociations franco-algériennes sur la nationalité, je lis « les fils de harkis sont considérés comme Algériens » (position officielle de l'Algérie), ce qui à ma connaissance est exact.

Alors, messieurs les présidents, ceci concerne vos enfants : vous ne dites donc rien, qu'en pensez-vous ?

En réalité la tragédie de notre communauté c'est qu'elle n'intéresse véritablement personne en France, si ce n'est à la veille d'échéances électorales.

Plus qu'à autre chose, elle fait songer à un troupeau abandonné !

Ce qui nous manque cruellement, ce sont les cadres lucides et intègres !

Taouès Titraoui

Responsable de l'association des jeunes Français Musulmans.

voix s'élèvent (Ben Bella, Ferhat Abbas) pour une réconciliation entre Algériens, n'est-il pas temps de tourner la page vingt ans après une guerre fratricide ? Nous sommes nombreux à espérer que sans oublier les drames de cette époque, les hommes, les membres d'un même peuple des deux côtés de la mer parviennent aujourd'hui à dépasser ce qui les avait séparés, pour retrouver la fraternité.

Ahmed Kaberseli
Secrétaire général du CNRC
(Conseil National de Réflexion et de coordination des associations de Musulmans français)

Le PCF et les PC immigrés

Fraternité ou rapport de forces

Beaucoup de lecteurs ont réagi aux dossiers consacrés dans nos derniers numéros à ce qu'il faut appeler « l'affaire de Vitry ». La majorité d'entre eux nous ont dit leur étonnement de cette orientation anti-immigrés du PCF. D'autres nous demandent d'attaquer aussi le gouvernement en nous reprochant notre « anticommunisme primaire ». Reproche infondé et pour le voir, il suffit de lire et de continuer à lire notre journal. Nous savons que les principaux responsables de notre situation en France, des ratonnades, des agressions, des discriminations, du racisme sont parmi ceux qui aujourd'hui veulent se faire passer pour des « amis ». Nous avons les yeux bien ouverts. Assez pour apprécier l'action du PCF en faveur des immigrés en maintes occasions, mais assez aussi pour voir qu'aujourd'hui, les idées et les méthodes que développe le PCF à propos de l'immigration sont contraires à nos intérêts, à ses principes proclamés dans ses statuts et vont dans le sens d'un développement du racisme latent ou agressif que nous subissons au travail, dans la rue, dans la recherche du logement...

« Anticommuniste primaire ? » Voici un autre élément du dossier. Sans Frontière a tenté et en partie réussi à rentrer en contact avec des immigrés membres du PCF ou des communistes membres d'autres PC existant ouvertement ou non dans

l'immigration. Cela a été difficile.

Les membres du PCF (pour des raisons qu'il est facile de comprendre quand on sait que leur situation matérielle est liée au sort du PCF) et nous ne les condamnons pas, ont pour la plupart refusé de parler. Quand ils l'ont fait, c'est pour nous annoncer leur départ comme Bouakra, qui a démissionné du Comité Fédéral de Paris.

Quant à ceux des autres PC, si cela a été plus facile, cela n'empêche pas que les confidences et témoignages ont été longs à venir et que l'anonymat est de règle. Normal, quand on sait les relations étroites entre les PC. Mais les informations réunies ici sont assez exemplaires pour montrer leur désapprobation.

De ces témoignages, nous pouvons tirer deux leçons. La première est que le PCF ne conçoit ses rapports avec les PC ayant une immigration en France, non pas en termes de fraternité ou de solidarité, mais en termes de rapport de forces. Deuxièmement, dénoncer les dernières théories du PCF en matière d'immigration n'est aucunement anticommuniste puisque ouvertement ou non, la plupart des PC immigrés n'approuvent pas cette politique.

SANS FRONTIERE

Espagne :

En 1939, après la défaite du « Fronte Popular », un accord avait été conclu entre le PCF et le PC espagnol, autorisant ce dernier à organiser en son sein les réfugiés espagnols résidant en France.

A la mort de Franco, et la légalisation du PCE, le PCF a voulu remettre en cause cet accord. A cet effet, Jean Colpin secrétaire du Comité Central au PCF et Barontini, responsable de la Main-d'œuvre Immigrée (M.O.I.), se sont rendus à Madrid. LE PCE a refusé de céder. Résultat : toute l'aide du PCF a été coupée aux immigrés communistes espagnols.

Chili

A la suite du coup d'Etat de 1973, une vague d'immigrés chiliens sont arrivés en France. Les témoignages sont unanimes pour noter que le PCF a créé les meilleurs auditions pour l'accueil de ces réfugiés (logement, travail, etc...). Mais les choses se sont gâtées, quand les immigrés ont voulu créer en France une section du PC chilien.

Le PCF a refusé. Il semble que ce soit un des éléments (en plus de la divergence entre PCC et PCF sur les conditions de libération de Luis Corvolan,

le secrétaire général du PC Chilien qui avait été échangé contre Bukowsky), qui n'a pas rendu possible la tenue d'un meeting à la Mutualité, lors de la visite de Corvolan à Paris. Les pressions auraient été telles que le PCF conditionnait la poursuite de son aide aux réfugiés chiliens, à l'adhésion des immigrés chiliens en son sein. Il semble que le PC Chilien ait cédé à ses injonctions début 80.

Turquie

Il semble qu'après le 22ème congrès du PCF où a été décidé l'abandon du concept de la dictature du prolétariat, le PC Turc ait demandé à ses sympathisants de ne pas adhérer ou de quitter le PCF en raison de désaccord lié à ce renoncement.

Portugal :

Même scénario que pour l'Espagne. Remise en cause des accords, après la révolution des œillets. A une différence. Lors de la remise en cause des accords, le PCF était en période difficile. (25 novembre), si bien qu'il a cédé aux exigences du PCF de ne pas maintenir sur le sol français des structures autonomes. Dans les faits, il semble que le PCF a maintenu des structures en France sous le couvert d'Associations culturelles et sportives.

DOM

Les relations entre le PCF et les PC des DOM (Martinique, Guadeloupe, Réunion) rappellent par certains égards celles du PCF avec le PC Algérien, à la différence près (de taille), que le PCA était composé, en majorité de Français, alors que ceux des DOM, sont en quasi totalité des autochtones.

Depuis 1963, un accord entre les quatre partis a été signé, signifiant aux immigrés des trois pays, venant en France d'adhérer au PCF. Dans ce sens, jusqu'à ces dernières années, existait dans la section M.O.I du PCF, un secteur DOM-TOM très structuré (un secrétariat, une commission nationale, trois commissions par pays, quelques groupes de langue dans les entreprises et les départements de la banlieue parisienne).

mais le PCF avait peur de voir se créer un petit parti en son sein. Pour cela, il empêche le développement des activités de ces communistes des DOM sur une base de lutte de libération nationale de leur pays. Cette attitude a provoqué différentes crises dont voici les principales phases.

Réunion : voulant développer sa propre politique en France, le PC réunionnais décide à la fin des années 60, de créer l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France (UGTRF)

Le PCF était prêt à accepter, à la condition que l'UGTRF devienne un appendice ou une courroie de transmission du PCF ce que le PCR refusa. Une véritable bagarre se déclancha. D'un côté le PCF bloquait toutes les initiatives de l'UGTRF, de l'autre, les réunionnais quittant en masse le PCF.

Et au milieu, les antillais à qui le PCF réclamait de condamner les réunionnais. En fait, il y eut plus ou moins règlement de conflit quand Vergès secrétaire général du PCR bénéficia d'une quatrième place sur la liste du PCF aux élections européennes de 1979. Plus ou moins, car les frictions existent toujours entre immigrés réunionnais et PCF même si les relations PCF-PCR sont au beau fixe.

Antilles : là, la crise vient plus tard, mais comme tout se mûrit longtemps, elle fut plus explosive. En octobre 78, le PCF réclame aux immigrés antillais de se préparer à faire la campagne électorale des européens de 79. Mais il y a un hiatus. Un mois

avant, le PC Guadeloupéen avait décidé d'appeler à l'abstention et le PC martiniquais n'est pas trop chaud pour voter Marchais. La plupart des cadres antillais refusent de faire campagne. Avec une diplomatie « éléphanterque », la direction du PCF répliqua en début février que quelques communistes antillais devaient se plier face à 700 000 communistes français. Résultat : le secrétariat M.O.I des DOM TOM du PCF connaissait une vague de démissions et ne comptait plus qu'un seul membre en juin 79. Mais ce n'était fini. En décembre 79, se créaient les Martiniquais Communistes Résistant en France. Composé de membres du PCF, ils réclamaient à leur parti d'origine la création d'une section.

La bagarre dura 6 mois et atteignit un sommet au congrès d'avril 80 du PC Martiniquais où les MCKR (martiniquais communistes résidents en France), envoyèrent une délégation pour revendiquer leur section et qui dut faire face à une délégation du PCF (composée de Herroq et de Nègre), qui protestait de leur présence. En fin de compte, le Comité Central du PCM décidait de s'organiser en France en juin 80. Comble de malheur, pour Colonel Fabien, le PC Guadeloupéen prenait la même décision trois mois plus tard.

Aujourd'hui les divergences se précisent et s'amplifient. D'un côté, le PCF qui clame « une classe ouvrière, un parti communiste », de l'autre les PCM ET PCG qui rétorquent le « tiers de notre peuple a été contraint à l'exil, nous avons le droit d'y développer nos positions ». Ce n'est pas tout. Dernièrement le PCM vient de décider de s'abstenir aux élections présidentielles dans le cadre de développement du combat national de son peuple, et va faire campagne sur ce thème auprès des 200 000 martiniquais vivant en France. En plus, dans son journal, le PCM et sa section immigration vient de condamner les nouvelles conceptions du PCF en matière d'immigration.

Pour que « Sans Frontière » se diffuse mieux

Nous existons sans frontière aucune. Le pari de l'hebdo, que nous avons tenu, n'est pas encore gagné.

A la différence d'autres journaux, « Sans Frontière », c'est d'abord une indépendance financière unique grâce à vous, cher(e)s abonné(e)s. « Sans Frontière », c'est un combat contre l'existence proposée pour une autre suggérée. Alors, si dans un kiosque ou dans un autre point de vent, vous ne le trouvez pas, ne vous découragez pas. Exigez-le pour la semaine d'après : vous savez bien que non-seulement d'aucuns cachent sa « une », tout comme d'autres nient son droit à l'information, mais aussi que toute cette « humeur » -qui est aussi la votre- exaspère.

Pour ne pas sombrer trop tôt vite dans le stress du train-train quotidien, pour modifier le spleen du futur, faites lire « Sans Frontière » autour de vous, pour voir.

« Sans Frontière », ce n'est pas une revue de science-fiction, mais un hebdo pour et sur l'immigration, par l'immigration. Et croyez-le, l'Immigration avec toutes ses données chiffrées et autres, ce n'est pas une fiction cybernétique programmée. C'est NOUS.

Pour cette semaine, nous vous proposons exceptionnellement, et pour ceux qui peuvent, pour les numéros suivants, que vous soyez abonné ou que vous l'achetiez en kiosque, d'acheter un second exemplaire de « Sans Frontière », de manière à la faire découvrir à vos amis, vos proches ou compagnons de travail.



sans frontière

Après Lyon, Marseille: La grande rafle !

Depuis une dizaine de jours, environ, les effectifs de police habituellement importants dans le centre ville de Marseille et notamment par la présence continuelle de la brigade canine dans le quartier de la Porte d'Aix, ont été renforcés par les CRS. Un nouveau dispositif s'est donc mis en place les rondes sont multipliées et des contrôles plus fréquentes ont lieu, aussi bien dans les rues que dans les magasins et les bars. Il nous est arrivé récemment de voir des jeunes gens accoudés devant les baraquements à sandwich nombreuses dans le quartier se faire contrôler alors qu'ils mangeaient. C'est donc dans le cadre de ce récent renforcement de la police qu'a eu lieu une vaste opération de ratissage, le mardi 20 janvier de 15 heures à 17 heures dans un secteur délimité la Cannebière, le Cours Belsunce, le boulevard Nédélec, la gare Saint-Charles, le boulevard

Dugommier. D'importantes forces de police composées de CRS, de fonctionnaires de la police urbaine, d'inspecteurs en civil et de la brigade canine, placées sous la direction du commissaire divisionnaire Surno et du commissaire principal Baby, ont procédé à un bouclage systématique du quartier, contrôlant toute personne se trouvant dans ce périmètre. Tous les témoignages concordent pour rapporter que les Arabes étaient principalement visés. Plusieurs milliers de personnes ont été contrôlées

et plus de 1500 ont été interrogées dans les fourgons de la police, on a procédé à l'arrestation de 52 personnes qui seraient selon les services de police en situation irrégulière. Un bilan maigre pour une spectaculaire mise en scène. Cette opération est le résultat d'une politique délibérée qui se propose de faire comprendre, au besoin par la force, que les immigrés maghrébins sont indésirables. Vivant ainsi quotidiennement dans l'insécurité, cela les décidera-t-il à plier bagages ! Le fossé est ainsi creusé avec le reste de la population du centre ville, à qui il est ainsi suggéré que sa sécurité dépend de l'insécurité des immigrés. *Le Méridional*, quotidien connu pour son racisme militant, accredit la thèse selon laquelle cette opération viendrait à la suite « de plusieurs plaintes émanant des habitants du quartier et des CIQ (Comités d'intérêt du quartier) », le bureau du préfet serait inondé de ces plaintes.

La Marseillaise journal communiste de la région « condamne » cette opération aux relents de racisme mais propose pour lutter contre l'insécurité « de vraies mesures : la création de commissariats de quartier et la présence d'îlotiers, ainsi que des logements décentés ». Il est vrai que depuis l'échec de la restructuration du centre ville à Marseille, la population est mécontente ; le quartier est quasiment laissé à l'abandon. La municipalité socialiste de M. Gaston Defer-



Une vue sur la rafle, il y a quelques mois à Lyon.

re tablait sur un centre ville moderne où la population d'origine serait progressivement remplacée par le secteur tertiaire : bureaux, immeubles de standing. Ce projet est tombé à l'eau car Fos sur Mer, n'a pas engendré la relance économique attendue. Paradoxalement, c'est l'ancien quartier qui est le plus vivant : lieu de rencontre des immigrés de toute la région et même de toute la France (lors des vacances) le quartier est le contraire d'un ghetto les échanges se multiplient d'ailleurs au bénéfice de toute la population marseillaise. Ce qui dérange, c'est qu'une minorité s'affirme dans son identité et dispose d'un territoire. En tous cas, le temps du racisme d'état est à l'œuvre et ce n'est pas malgré toute leur volonté les soixante manifestants anti-racistes qui l'arrêteront.

Khali Hamoud

Un rassemblement de protestation a regroupé le mercredi 21 janvier une soixantaine de personnes à l'appel du MRAP, de la CIMADE, et de l'Association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés. Une lettre ouverte a été adressée au préfet de police qui a refusé, par ailleurs de recevoir une délégation. « Monsieur le préfet, les associations et les personnes

présentes protestent contre le bouclage et le quadrillage du quartier de la Porte d'Aix-Belsunce dans l'après-midi du 21 janvier. Ce genre d'opération qui a pour but d'impressionner et de terroriser la population immigrée, fait de chaque immigré un suspect, les associations et les personnes présentes demandent que cette opération de police ne soit suivie d'aucune expulsion ».

Les « Indésirables »

« Halte à l'immigration » est devenu un slogan que le gouvernement n'est plus le seul à chanter ; le Parti Communiste vient de rejoindre le chœur avec fracas, bulldozer en tête ; ce renfort inattendu permettra sans aucun doute aux autorités de préparer avec tranquillité leur prochain mauvais coup.

Après le terrorisme d'Etat visant à intimider les immigrés de l'intérieur, voilà que maintenant, qu'on s'apprête à lâcher les chiens sur les soit-disants immigrés « clandestins », il s'agit de verrouiller les frontières en traquant les « faux » touristes ; désormais si Ali, Amar, Zhora ou Amadou, veulent rendre visite à leurs cousins immigrés en France, ou admirer les charmes de Paris by night, ils devront pour cela montrer patte blanche. Passeport en cours de validité, certificat d'hébergement, des garanties de rapatriement, et un visa en bonne et due forme (et pourquoi pas un accompagnateur du Club Méditerranée... Ça va pas la tête ! Non ?)

Donc depuis quelques mois, des touristes étrangers et bizarrement ceux qui viennent du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et d'Afrique Noire, d'après Bonnet, ces fameux touristes sont des futurs immigrés « clandestins », rencontrent d'innombrables problèmes à leur arrivée en France. La police des frontières et de l'air pollué de violence se permet de refouler de nombreux visiteurs qui, selon elle, ne représentent pas

des garanties suffisantes de rapatriement. Certains sont refoulés illico-presto auprès de la compagnie aérienne et apposé sur le billet d'avion « interdisant le report de la date, sauf accord ». Verra-t-on se produire les mêmes pratiques dans les pays du soleil vis à vis des touristes français... Ne flippez pas... Touristes en mal de bronzage et d'exotisme, ça ne risque pas de vous arriver avec des Saint Ghor et des Homards Bonga.

Vous ne connaissez pas les péripéties de ZAÏA, une jeune Algérienne de Blida qui voulant rendre visite à sa mère à Evreux, pour venir l'aider au moment de son accouchement. Zaïa a pris l'avion le 18 septembre 80, elle fut refoulée après avoir été retenue une nuit entière dans la « salle de refoulement » de l'aéroport d'Orly. De nouveau, elle tenta de revenir le 13 octobre, qui fut un échec malgré la présence d'un journaliste de *La Croix*. Elle réussit à la troisième tentative le 20 octobre après une intervention de « rencontre et développement » auprès de l'ambassade de France à Alger.

Zaïa n'en restera pas là, soutenue par l'ASTI d'Evreux et avec l'aide de la FASTI et du GISTI, elle intente un procès pour réclamer réparation des préjudices subis (et pourquoi pas un certificat de résidence). Pour dénoncer les pratiques illégales de la police de l'air et des frontières.

Espérons que Zaïa gagnera son procès et que cela fera tâche d'huile.

Mohamed N.

Libre opinion

Quand je suis arrivé en France, moi aussi, je croyais que tout le monde était beau et gentil, mais vite je me suis aperçu de la réalité et j'ai eu la chance de trouver le PCF et le chemin de la lutte que je n'ai pas laissé depuis.

Dans ma vie de militant j'ai découvert combien il était difficile pour beaucoup de mes camarades français de saisir les problèmes réels de l'ensemble de l'immigration, tellement ces problèmes sont divers et complexes. Ceci dit, le PCF est dans son ensemble et par sa nature même, le seul Parti qui défend les travailleurs immigrés, en témoignent les 25 000 immigrés adhérents adhérents du parti, ainsi que l'article 47 des statuts adoptés au XXIII congrès (ci-joints), mais aussi les diverses interventions des députés communistes à l'Assemblée Nationale.

Quand pour la première fois j'ai fait connaissance avec *Sans Frontière*, j'ai dit enfin. Enfin nous avons un journal à nous, un journal qui va nous aider à mieux poser nos problèmes.

Quand *Sans Frontière* est devenu hebdomadaire, je me sen-

tais tellement concerné que j'ai eu comme un regret de ne pas avoir pris une part plus active dans le lancement du journal et comme pour réparer ma faute, j'ai aussitôt commencé à trouver de nouveaux lecteurs pour « *Sans Frontière* ».

Même considérant que *Sans Frontière* n'est pas représentatif de l'ensemble de l'immigration, j'avais bien l'espoir qu'avec le temps et avec une participation plus large et diversifiée de tous les intéressés, « *Sans Frontière* » devienne le journal dont les immigrés ont besoin.

Mais depuis le déclenchement de ce que j'appelle moi « l'affaire de St Maur » et non pas « l'affaire de Vitry », *Sans Frontière* a choisi de prendre politiquement parti contre ce que j'appellerais (l'objectivité de classe) et se dévie de ce que je croyais être sa vocation, c'est à dire défendre et poser les problèmes des travailleurs immigrés sur un terrain de classe, en allant (comme il l'a fait au début) à l'essentiel.

Hélas, dans les deux derniers numéros j'ai plutôt vu le développement d'un anti-communisme du type *Libé*, avec quel-

Anti-communistes style Libé ?

ques phrases qui expriment la haine et le mépris pour ceux qui, communistes comme moi lisent *Sans Frontière* depuis sa parution.

Quelques exemples :

- il a choisi la division, la marginalisation des immigrés.
- le PC légitime l'assassinat de Kader.
- a pris le relais de la campagne anti-immigrés des nazillons anti-immigrés.
- racistes, nostalgiques des temps coloniaux.
- Et j'en passe.

J'ai pu ainsi me rappeler de ce que me disait cette voisine, l'année dernière au Portugal « les communistes mangent des enfants au petit-déjeuner », tellement ça vole bas.

La moindre des choses c'était de vérifier avec plus d'attention et sans préjugés tout ce que le PCF a dit et proposé au sujet de cette regrettable affaire, notamment de lire dans *L'Humanité* du 7 janvier 81, la réponse de Georges Marchais au recteur de la mosquée de Paris.

Mais *Sans Frontière* a glissé ailleurs. Dommage.

José MACHADO

sansfrontière

Une lettre révélatrice

Cette lettre d'un adjoint communiste de Nanterre est révélatrice et exemplaire à plus d'un titre.

Elle est une nouvelle et malheureuse preuve du fait que le PCF contribue à la montée du racisme en France. Les motifs évoqués ici pour refuser un logement à un originaire des TOM (Territoires d'Outre-mer) sont éloquentes. Le mode de vie de ces « gens » posant des problèmes, on résoud ces problèmes en leur refusant le droit d'habiter.

Ce qui est intéressant dans ces motivations, c'est qu'on n'y trouve trace de « concentration dangereuse » comme il est de coutume dans l'Humanité depuis un certain 24 décembre. Non, mais de façon de vivre. CQFD il ne suffit plus de les empêcher de se concentrer mais de les assimiler (comme dirait le maire d'Amiens) sans quoi c'est l'expulsion (à coups de bulldozer, s'il le faut).

Il y a autre chose. Cette lettre ne concerne pas, au sens juridique, cela s'entend, un étranger mais un français de « couleur ». Autrement dit, c'est une nouvelle limite franchie. Antillais, réunionnais, guyanais, néo-calédonien à qui la Constitution « attribue » la citoyenneté française, sont passibles du même traitement que les « étrangers ». En cela, le PCF rejoint les mairies de Chirac à Paris, et Lecanuet à Rouen, qui dans des circulaires en vue d'emba-

che avaient demandé d'y exclure « les gens de couleur » même de citoyenneté française. Certes, le PCF pourra répliquer que peu lui importe cet élément juridique (bien qu'il lui semble important quand il s'agit de problèmes électoraux) vu qu'il est pour l'autodétermination des DOM et TOM. Argument peu valable quand on sait que 90 % des originaires des DOM TOM sont contraints de quitter leur pays à cause du chômage endémique entretenu et développé par le colonialisme agissant dans ces pays au nom du peuple français. Argument peu valable quand on sait que la plupart des forces progressistes de ces pays et particulièrement des Antilles (y compris le PC Martiniquais) ont dénoncé cette lettre.]

En fin de compte, cette lettre dont l'esprit a été confirmé par d'autres documents, montre que les émigrés DOM TOM n'ont qu'à compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs droits, mais surtout pour lutter pour la libération nationale de leur pays.

Quant au PCF, il aurait mieux fait de dénoncer le logement de cinq guyanais à Fresnes depuis six mois et risquant d'y rester quelques années par la volonté de la Cour de Sureté de l'Etat plutôt que de donner des arguments et des raisons d'espérer à ceux qui regrettent le défilé des cadavres algériens dans la Seine pendant les années 50-60.

NEG'MARON

Après les accords franco-algériens. Le mystère demeure

Pendant deux ans, les gouvernements Français et Algériens ont négocié le sort des travailleurs immigrés Algériens, sans leur demander leur avis.

Pendant ces deux années, les Préfectures de police ont épluché le passé des travailleurs sur plusieurs années et bien souvent au lieu de la prolongation d'un an des titres de séjour (en principe automatique) a délivré des refus de séjours ou plutôt des autorisations de séjour pour le départ. Cela évite la notification écrite qui est pourtant de droit. Raisons évoquées entre autres : trou de plus de six mois, donc présence en Algérie. Donc, nouvel immigrant, donc refus de régularisation (convention de 68 France-Algérie).

On pouvait penser que les trasseries administratives allaient se terminer avec les accords franco-algériens du mois de septembre 80, qui prévoyait un renouvellement du certificat de résidence pour trois ans et trois mois pour ceux arrivés après le 1er juillet 1962 et pour dix ans pour ceux arrivés avant cette date.

Or, il n'en a rien été. Paris, par exemple après le 1er octobre, date de départ des accords, les travailleurs algériens ont reçu des récépissés d'une durée de trois mois. Beaucoup de femmes qui avaient demandé le regroupement familial se sont vues refoulées ainsi que les jeunes de la seconde génération qui voulaient travailler.

Devant ces faits, la FASTI a demandé un rendez-vous à la Préfecture de Police Bureau des

Algériens pour avoir des explications. Réponse de la Préfecture de police en date du 6 novembre 80 : « Il ne paraît pas plus opportun que vous vous adressiez pour obtenir des renseignements à la Direction de la réglementation », formule bien étrange pour des fonctionnaires qui appliquent concrètement des directives pour le renouvellement des certificats de résidence. La réponse de la direction de la Réglementation a été la suivante : « le renouvellement (certificat de résidence) se fait conformément à l'échange de lettres conclu entre les gouvernements français et algériens et selon les modalités d'application mises au point en commission mixte par les représentants des deux gouvernements.

...Mon emploi du temps étant particulièrement chargé en ce moment, je ne puis pour l'instant vous proposer une date pour une entrevue ».

Outre le refus de donner des explications, quelles sont ces modalités d'application dont il est question ?

L'administration va-t-elle respecter les engagements pris officiellement par le gouvernement français et répercutés par les médias : renouvellement automatique des certificats de résidence ?

Ou au contraire s'appuyer sur des articles répressifs de textes antérieurs pour éliminer les algériens - Convention France Algérie de 1968, Régime général des étrangers, Circulaires diverses ... Rien n'est sûr, tant qu'une pression ne sera pas faite

pour obliger la Préfecture de police à dévoiler ses intentions vis à vis de différentes « catégories » d'Algériens.

Dans ce but, le collectif S.O.S. Refoulement, a adressé un dossier de cas concrets de non-respect des accords franco-algériens à tous à tous les députés en leur demandant d'intervenir puisqu'ils ont voté l'approbation de ces accords, à l'exception des socialistes qui se sont abstenus.

Cette initiative a trouvé l'écho de la presse (le Monde, la Croix Libération ...), bien que l'impact produit ne soit pas à la hauteur du problème. Le P.C. est intervenu par question écrite mais c'est bien timide quand on pense à toutes ses déclarations sur l'immigration !

Actuellement des renseignements précis concernant Paris, nous permettent de dire que la Préfecture de Police délivre des récépissés grand format de couleur bleue, valable trois mois dans l'attente d'une carte

qui serait informatisée c'est donc le retard dû à la confection de cette carte qui serait soit-disant la cause du retard. De qui se moque-t-on ?

Est-ce la faute des travailleurs algériens, qui perdent chaque fois une journée de travail ? Ou est-ce un fallacieux prétexte dans l'attente de nouvelles circulaires d'application. Le mystère demeure.

Dossier « la face cachée des accords Français-Algériens » réalisée par le collectif S.O.S. Refoulement. 46 rue de Montreuil 75011 Paris. En vente : 5,00 F.

Le droit des Antillais..

COMMUNIQUE

Le Regroupement de l'Emigration Antillaise a pris connaissance avec stupeur et indignation des deux documents publiés par le journal Libération du 16 01 81 retraçant des refus opposés par les Municipalités communistes de Nanterre et Saint-Denis de loger des originaires des « Départements et territoires Outre-Mer ». Il constate que la véracité de ces deux documents n'a pas été contestée. Le REA, organisation démocratique regroupant des anticolonialistes antillais de toutes tendances, ne remet pas en cause l'engagement du PCF aux côtés des immigrés dans de nombreuses luttes récentes. Toutefois, il exprime sa totale désapprobation et son inquiétude grandissante face à la nouvelle conception et aux nouvelles pratiques de ce Parti en matière d'immigration qui consistent en un abandon à peine voilé des grands principes démocratiques de la gauche et un encouragement à la xénophobie.

les arguments invoqués à l'encontre des étrangers, auxquels le REA exprime sa totale solidarité face aux événements récents, ne pourraient fonder les discriminations visant les antillais « jusqu'à nouvel ordre de nationalité française » car il

s'agit essentiellement d'une immigration jeune, active, on peut difficilement prétendre qu'elle pèse plus que les indigènes sur les budgets sociaux des villes de la Région parisienne où elle est installée. Guère d'avantage au demeurant que l'ensemble de l'immigration qui procure des bénéfices non négligeables à la Sécurité sociale. Il est grave de diviser les travailleurs entre ceux qui ont le droit de vivre parce que nés en France et les autres.

Si tant de travailleurs antillais sont aujourd'hui en France, c'est que le résultat d'une politique délibérée du colonialisme français sévissant aux Antilles au nom du peuple français qui depuis de longues années, vide méthodiquement nos pays de leurs forces vives pour effectuer en France les travaux dont les français se détournent. Aucune disposition n'est prise pour assurer l'accueil de la population antillaise en France qui doit s'organiser par elle-même grâce à la solidarité familiale et amicale. Nos compatriotes sont logés en grande partie dans ces conditions indignes, attendant parfois de longues années avant d'obtenir un logement dans des

banlieues éloignées où aujourd'hui, ils ne sont plus tolérés. Il est légitime que les antillais, comme les autres immigrations, veuillent se regrouper pour faire face aux discriminations et aux agressions physiques et morales de la ils sont victimes. Le droit au logement est une liberté fondamentale de la personne humaine, des allogènes comme des autres. Les difficultés résultant de la cohabitation entre les races ne sauraient être résolues par des méthodes administratives et la propagation d'idées fausses.

Le REA qui a toujours lutté contre la politique gouvernementale d'émigration systématique aux Antilles, réaffirme le

droit des antillais à vouloir garder leur personnalité, leur culture et leur mode de vie, dénonce la conception erronée et dangereuse du « seuil de tolérance » quels que soient les termes sous lesquels elle est formulée.

L'évolution récente de la situation aux Antilles montre que grandit la conscience nationale de nos peuples, leur aspiration à prendre leurs affaires en mains. Ce choix doit être exercé librement et ne saurait être imposé par certains. Le REA appelle les antillais à s'organiser plus que jamais pour défendre leurs droits et participer au combat libérateur de leur peuple.

LE BE du REA

CYRILLE RUPPE
COMMUNISTE A LOYER LOGEMENT
DE LA
VILLE DE NANTERRE
81bis, 13, Avenue F. et J. Joliot-Curie
92000 NANTERRE
Téléphone : 723 10 47
Numéro INSEE : 92 02 00 C 045
Toute la correspondance doit être adressée
à Monsieur le Président de l'Office

Monsieur le Directeur du
Comité Paritaire des Organismes
C.P.L.O.S. Sociaux
20, rue Anatole
75011 PARIS

NANTERRE, LE 30 SEPTEMBRE 1980.

N/REF. : JR/YD - N° 2859

Monsieur le Directeur,

Je suis au regret de devoir vous rappeler que notre Organisation se voit contraindre de limiter le logement des personnes originaires des territoires d'Outre-Mer. En effet, leur concentration dans nos immeubles provoque de nombreux problèmes à différents niveaux.

D'une part, vis à vis de l'Office, les détériorations fréquentes des appartements les hébergements provoquent un surpeuplement important.

D'autre part, vis à vis des locataires, par leur façon de vivre : rassemblements fréquents et tardifs - bruit de voix - musique forte.

Vous voudriez bien, dans l'avenir, tenir compte de cette correspondance pour l'envoi de vos candidats.

Ci joint, en retour, le dossier de Melle FRANCHER.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de nos sentiments de respect.

LE PRÉSIDENT DE L'OFFICE.

MAIRIE DE NANTERRE

sans frontières

La Tunisie trois ans après les

Crise syndicale ou crise du régime ?

Triste anniversaire que célèbre la Tunisie.

Ce pays donné en « modèle » par les médias occidentaux (de la même manière qu'on parle de « modèle sénégalais ») cache en fait une réalité sociale et politique assez complexe.

Il n'est pas le lieu, dans le cadre de cet article de faire un bilan économique, ou de discuter des différentes modes de développement qui ont été tout à fait mis en avant, pendant les 25 dernières années en Tunisie.

Le président de la République, Habib Bourguiba, est toujours là « clef de voûte » du pays.

Il a tous les pouvoirs et il n'a pas hésité à le montrer, lors des différentes crises que le régime a connues. Il continue malgré son âge avancé, à assumer ces tâches.

De janvier 78 à aujourd'hui, rien ne se fait sans lui. L'essentiel, aujourd'hui encore, réside dans la « résolution » de la question en Tunisie.

Du point de vue du pouvoir, il s'agit d'éliminer les séquelles de l'action de Gafsa dans l'imagerie populaire et de montrer que certains responsables ont failli à leurs tâches et qu'il suffit de les éloigner. Mais en aucun cas l'équilibre au sein du pouvoir ne doit être mis en cause. Les deux principales tendances qu'on peut schématiser ainsi : l'une représenterait l'« ouverture » est personnifiée par le premier ministre actuel Mohamed Mzali et le directeur du parti destourien Mongi Kooli et l'autre tendance dite de la « fermeté » (pour ne pas dire plus) est représentée par l'ancien directeur du Parti unique Mohamed Sayah.

Le Président de la République n'a pas tranché. Il ne veut pas d'un vainqueur absolu. Il préfère de loin gouverner avec « ces contradictions ». C'est dans ce sens, qu'il faut apprécier l'arrivée au pouvoir de Tahar Belkhouja au ministère de l'information. Il faut rappeler qu'il fut le titulaire du ministère de l'intérieur, quelques temps avant le 26 janvier, et qu'il déclara à l'époque, qu'il n'était pas question que la police intervienne dans les conflits sociaux, tant que la « légalité » était respectée. Il s'agissait à coup sûr d'un nouveau langage en Tunisie, mais qui traduisait bien l'évolution des rapports sociaux et en particulier de l'évolution du syndicat unique l'UGTT par rapport au parti unique et au gouvernement de Nouria.

On a beaucoup parlé de cette crise et des motivations profondes qui ont pu pousser les vieux leaders syndicalistes Habib Achour à quitter le « giron destourien ».

L'année 77 fut en effet riche en mouvements sociaux. La base ouvrière réagissait à l'inflation galopante. Et la base « politique » poussait à la démocratisation du pays. L'UGTT fonctionnait alors comme un syndicat qui défendait les revendications matérielles et objectivement comme un « parti d'opposition », le seul légal, serait-on tenté d'écrire. La plupart des militants de l'opposition voyaient dans le syndicat, une couverture légale de ses activités politiques, qui n'étaient pas tolérées autrement.

C'est ainsi qu'en décembre 77, il n'était pas rare de voir des groupes de grévistes (El Athir par exemple) manifester dans

les rues de Tunis. C'était évidemment tout à fait nouveau. Et il s'agissait pour la plupart de jeunes ouvriers. Le syndicalisme après des années de sommeil reprenait vie en Tunisie.

C'était à l'honneur de la direction nationale. C'était à l'honneur de Habib Achour qui avait été tout au long de l'histoire de ce syndicat, un personnage central mais souvent controversé.

A la veille du 26 janvier, Achour, sous la pression de sa commission administrative, démissionne du Bureau Politique du Parti Socialiste Destourien. C'est la rupture. La milice du parti, accompagnée du limogeage des ministres « réfractaires » à l'emploi de la force, entre en lice. Les gros bras de M. Sayah s'en donneront à cœur joie pour briser les vitrines des magasins en impuntant cela aux syndicalistes. Mais l'opinion publique ne suivait pas assez. La grève générale appelée par la direction nationale est largement suivie dans les centres industriels le 26 janvier 78. La police intervient, mais dit-on mollement. L'armée est mise à contribution. Les chars apparaissent.

Le ministre de la défense de l'époque, M. Abdallah Ferhat ne rechigne pas. L'histoire seule déterminera qui des trois personnages de l'époque a donné l'ordre de tirer : le ministre de la défense déjà cité et qui est, actuellement limogé, le directeur du Parti, M. Mohamed Sayah, actuellement en poste dans un ministère dit technique ou du premier ministre de l'époque, M. Hedi Nouria, qui a quitté le pouvoir à la suite d'une maladie.

Depuis, les choses ont changé. L'actuel premier ministre joue le renouveau de l'ouverture. un vent de changement souffle sur la Tunisie. Gafsa a vaincu les derniers récalcitrants et en particulier semble-t-il, le président de la République lui-même. L'histoire, encore un fois, appréciera le rôle discret mais certainement efficace de la Présidente Mme Wasila Bourguiba.

Son opposition à la politique qui a mené la Tunisie au bord du gouffre était connue de tous. Il semblerait qu'elle ait même joué un rôle important dans les tractations menées depuis six mois entre le parti et l'UGTT en vue d'une conciliation. Ces tractations ont préparé la formation de la « commission syndicale nationale », commission mixte qui groupe des représentants de la direction dite légitime (Achour), des représentants du syndicat dit fantôme, nommé par le gouvernement après les événements du 26 janvier et un troisième groupe dit d'anciens syndicalistes coiffé



par un jeune universitaire qui n'est autre que le fils de Ferhat Hached, le grand leader disparu en 1952 de l'UGTT.

Une série de médiations entre le pouvoir et les « légitimistes » ayant préparé cette commission une série de contradictions sont alors apparues au sein de l'ancienne direction. Ces conflits ont été, à l'initiative de Habib Achour lui-même semble-t-il, portés sur la place publique. (voir ci-contre). Il faut rappeler qu'il est toujours en résidence surveillée et qu'il est un des rares (avec Ghorbal et Salah Brouh), à n'avoir pas bénéficié d'une grâce pour pouvoir se représenter lors du prochain congrès de l'UGTT, qui doit être préparé par cette « commission nationale ». Et cela traçait en effet les limites au-delà desquelles le pouvoir n'ira pas plus loin. Un non catégorique est opposé au retour de Habib Achour à la tête du syndicat.

Les termes du conflit se résument ainsi : les uns sont partisans de la négociation avec le pouvoir et sont constitués par les neuf membres du Bureau Exécutif (qui sont membres de la commission nationale

mixte). Les autres (Achour et les membres de la commission administrative) refusant la négociation jusqu'à ce que toutes mesures restrictives soient levées à l'égard de Achour et de ses amis.

Cette « crise » au sein de l'ancienne direction, se prolongera au-delà du mois d'octobre. Et pour finir, « au nom de l'unité », les « conciliateurs » arrachent à Achour son accord à la fin octobre et c'est ce qui explique les mesures de grâce prises par le pouvoir récemment.

Au-delà de ces péripéties, le futur congrès qui se tiendra en avril prochain et qui prélude à un congrès extraordinaire du Parti Destourien et certainement à des élections législatives anticipées à la rentrée prochaine augure d'un changement certain en Tunisie ressentit à tous les niveaux. Jusqu'où ira ce changement ? Telle est la question fondamentale ! Multiparisme ? Ou non ? Quelle est la personnalité qui pourrait unir une UGTT qui risque de ne plus du tout être celle d'avant (celle des grands leaders charismatiques ?)

M.A.

**A NOS ABONNES,
A NOS LECTEURS**
EXCEPTIONNELLEMENT

**Achetez un second exemplaire de
« Sans Frontière » et offrez-le à vos amis,
ou compagnons de travail.**

émeutes du 26 janvier 78

Echange de lettres

Protestation du Bureau Exécutif à l'encontre de Habib Achour après la décision de ce dernier de bloquer et de s'opposer à la Commission Nationale.

**AU CAMARADE
HABIB ACHOUR**

Suite au P.V. que nous t'avons adressé dans la soirée du jeudi 25 septembre 1980 pour te résumer sur les meilleurs moyens d'exécuter la déclaration de la C.A. du 21 septembre 1980 et te demander ton avis afin de continuer la discussion le lendemain vendredi à midi et suite aussi à notre dernier P.V. du mardi 30 septembre, nous tenons à t'exprimer franchement notre désaccord sur la manière avec laquelle tu as utilisé un P.V. interne du B.E. dont le contenu a été déformé et ta réponse injustifiée n'aurait dû en aucune manière être étalée sur le plan publique avant même de nous parvenir.

Bien que nous comprenions parfaitement la situation difficile dans laquelle tu te trouves et qui pourrait favoriser la suspicion et le doute, nous ne pouvons tolérer certains comportements et réactions qui dénotent une absence presque totale de confiance en tes camarades et qui malheureusement est affichée même dans les cafés par des mal-intentionnés dont le but avoué est de nous diviser et d'affaiblir nos rangs.

Nous t'avons maintes fois affirmé que sans un minimum de confiance réciproque, il nous est impossible de collaborer efficacement pour mener à bien notre tâche et assumer convenablement nos responsabilités. Il est inutile de rappeler que nous avons toujours tenu à ne prendre de décision au sein du BE qu'à l'unanimité, mais le très regrettable incident injustifié que tu as provoqué vendredi 26 septembre a fait que le B.E. s'est vu contraint de déci-

der en tranchant par le vote. Nous avons alors présenté lundi au siège du gouvernement les conditions définies par la déclaration pour participer à la commission nationale Syndicale. les discussions furent longues, difficiles et ardues. Cette réunion n'aboutit pas. Le lendemain, nous avons été invités à reprendre les discussions et après de longues négociations, nos conditions furent finalement acceptées. Nous avons réussi à obtenir à ce que neuf membres de l'Exécutif dont les deux tiers sont parmi les condamnés en liberté conditionnelle, constituent nos représentants à la Commission Syndicale Nationale. Nous avons souhaité être représentés par l'ensemble des membres du B.E. avec notre Secrétaire Général en tête.

Le communiqué que nous avons rendu public mercredi soir 1er octobre a été suivi par la démission du B.E. imposé avec toutes les structures que prolonge et que gère notre Centrale Syndicale depuis plus de deux ans et demi. Au sein de la commission Nationale Syndicale qui prit la tête de l'UGTT dans la phase préparatoire, nous avons fermement défendu les positions et revendications de nos structures légitimes sans exception aucune et qui portent notamment sur la levée des restrictions, les exclusives et l'amnistie générale. La déclaration adoptée après une journée entière de discussions serrées et quelques fois pénibles, est à cet égard significative et nous porte plutôt à l'optimisme.

Cependant, au moment où nous accomplissions une tâche aussi lourde, combien nous avons été peinés d'apprendre qu'une déclaration à l'AFP a été faite en ton nom et dont le contenu, qui dénature les faits, est pour le moins qu'on puisse dire irresponsable. Nous avons été par ailleurs surpris et également peinés en apprenant samedi soir, la convocation en ton nom d'une C.A. qui risque de consumer la division de nos rangs au moment où nous avons le plus besoin et plus que jamais d'une unité sans faille.

Nous avons affirmé avec force à tous les camarades qui nous ont contactés que nous refusons catégoriquement toute division dans nos rangs et qu'il n'est pas question que les divergences des points de vue se transforment en division et en querelles intestines.

Ainsi, cher camarade, le B.E. conscient de toutes ses responsabilités historiques qu'il est toujours prêt à assumer pleinement en ces moments particulièrement difficiles de la vie de notre organisation, t'adresse du fond des cœurs un appel vibrant pour oeuvrer à ressouder les rangs des syndicalistes, pour éviter de jeter dans la discorde et pour que nous puissions naviguer dans l'unité et conduire la barque jusqu'au congrès que nous voulons libre et démocratique afin que son rayonnement et puisse assumer pleinement ses responsabilités syndicales nationales dans l'intérêt des tra-

vailleurs et du peuple tunisien tout entier.

Nous nous adressons encore une fois à notre camarade Habib Achour qui a milité des dizaines d'années au sein de l'UGTT pour qu'il soit un syndicaliste et un exemple pour tous les syndicalistes tunisiens, par le dévouement, l'abnégation et l'attachement des travailleurs à leur organisation quel que soit le prix. Sache que les principes syndicaux qui nous guident et la confiance en nous-mêmes qui en résulte malgré toutes les tentatives de les mettre en doute bien avant notre libération, font que nous refuserons toujours de nous séparer de n'importe quel camarade syndicaliste.

Signataires : Abdellaziz BOU RAOUI, Khéreddine SALHI, Abdelhamid BELAID, Mohamed Salah Ben kaddour, Sadok ALLOUCHE, Mustapha GHARBI, Taïb BACCOUCHE, Sadok BESBES, Khelifa ABID.



Habib Achour

Achour condamne les négociations

Camarades,

Je viens de recevoir votre message qui m'a laissé rêveur.

Est-il possible que vous ignoriez totalement les revendications de nos organisations, de la base au sommet depuis le 26 janvier 1978 jusqu'à la commission administrative du 21 9 80 qui a voté unanimité (elle a paru ce jour même dans le journal Er-raï) qui a fait sensation par son contenu conforme au désir de la classe ouvrière et que vous dénonciez trois jours après.

Que vous est-il donc arrivé ?

Je n'en reviens pas. Et vous parlez de l'unité de nos rangs et de la protection de l'UGTT.

par votre position, vous portez à l'UGTT le coup le plus terrible qu'elle n'a jamais reçu tout au long de son histoire, riche en événements glorieux.

La position dégradante et humiliante que vous venez de prendre à laquelle non seulement je ne souscrirai pas mais en tant que secrétaire général et bien élu du soutien de notre classe ouvrière je vous demande de ne pas la décevoir par cette position qui vous présentera à la face du monde du travail

comme étant des gens fatigués moralement, ayant perdu toute confiance en eux-mêmes. Vous vous pressez d'apporter à Mongi El Kooli la réponse qu'il exige, alors qu'il ne l'a pas obtenue des autres syndicalistes qui, réunis tout récemment en CA à Amilcar, ont fixé la date du 15 octobre pour obtenir notre amnistie.

Je me demande pourquoi vous n'insistez pas pour me voir et discuter ensemble une décision aussi grave de conséquences, surtout en faisant fi des centaines de résolutions et de la décision de la dernière CA (vieux

de trois jours) dont statutairement les décisions doivent être appliquées par l'exécutif, sans modification aucune et sans mauvaise interprétation.

Abd El Aziz a dit à Kooli que le négociateur, c'est toujours le camarade Achour, mandaté par la Commission administrative et le B.E. depuis des mois.

Vous devez donc me réserver ce domaine et me laisser négocier avec des gens que je connais peut-être mieux que vous.

Réfléchissez donc avant de prendre cette grande décision. L'histoire ne pardonne jamais.

habib Achour

IRLANDE :

**Devlin :
un symbole**

Alors que depuis l'arrêt de la grève de la faim des prisonniers républicains irlandais en décembre dernier, les projecteurs de l'actualité se sont braqués sur d'autres latitudes, l'annonce de la tentative d'assassinat contre Bernadette Devlin et son mari est venue rappeler qu'à moins de deux heures d'avion de Paris, on vit dans une atmosphère de guerre.

A l'heure où nous mettons sous presse, les victimes de l'attentat sont toujours dans un état grave.

Bernadette Mc Aliskey, plus connue sous le nom de Bernadette Devlin a participé à tous les combats du mouvement républicain irlandais, des marches pacifiques de la campagne des droits civiques de la fin des années soixante, jusqu'à la manifestation qui a réuni 45 000 personnes le 6 décembre dernier à Dublin pour soutenir les prisonniers de Long Deah. Aussi à l'aise sur les barricades du Bogside (ghetto catholique de Derry où elle est née), que sur les bancs de Westminster où elle se rendit célèbre en giflant le ministre de l'intérieur de l'époque, elle devait cependant réduire ses activités à la fin de son premier et unique mandat parlementaire.

A leur liste déjà longue, où on relève parmi tant d'autres les noms du Maire Drumm, vice-présidente du Sinn Féin assassinée en octobre 1976 sur son lit d'hôpital et de Myriam Daily, dirigeante estimée de l'Irish Republican Socialist Party criblée de balles en juin dernier, les tueurs des organisations paramilitaires loyalistes ont voulu ajouter le nom de Bernadette Devlin. Au-delà de ses activités récentes dans le Comité Contre les « blocs H », c'est aussi le symbole vivant d'une lutte qui ne cessera que lorsque le dernier occupant britannique aura quitté l'île, qui était visé.

F.R.

COMMUNIQUE :

Le 17/01/81 s'est constitué le Comité Anti-colonialiste de soutien aux luttes du peuple guadeloupéen.

Pleinement conscients de la situation en Guadeloupe, nous avons décidé de tout faire pour informer le peuple français en informant le peuple français de cette situation et de le sensibiliser pour qu'un soutien réel se manifeste, sous toutes formes, envers le peuple guadeloupéen et ses organisations composant le mouvement indépendantiste : UTA, TLG, UGTC, SGEG, UNEEG, AGE, UPLG.

Pour le respect du droit élémentaire du peuple guadeloupéen à disposer de lui-même.

CASLUPGUA 14 rue de Nan-teuil, 75015 Paris. Tél : 531 43 38 Permanence le mardi, de 17 à 20h

CASLUPGUA

La Namibie

Une conférence au profit de l'Afrique du Sud

La conférence de Genève pour la Namibie n'est pas un échec pour toutes les parties. Si les pays occidentaux du « groupe de contact » et pour la Swapo, l'arrêt des discussions à Genève est une perte de temps, l'Afrique du sud par contre, et ses alliés de la DTA ont marqué un point. La SWAPO, reconnue par l'ONU et l'OUA comme le seul représentant du peuple namibien a dû reconnaître de force les éléments de la « Turnhalle », que l'Afrique du Sud a pu imposer à l'ONU. La représentativité de la SWAPO dans le territoire namibien est beaucoup plus large que ne le prétendent les dirigeants du parti national sud africain. Depuis 1976 c'est un front qui regroupe « les bastards » du sud de Windhoek (c'est l'ancien rehoboth folks party), les « *namas du sud* » (the namibien namilien african people democracy party), l'association both folks party), l'association des « *Tgamuhua-maherero* » (les héréro). Pour le gouvernement sud africain la SWAPO n'est qu'une des nombreuses organisations implantées dans la population. La réponse de Prétoria à l'élargissement de la SWAPO au niveau national, fut d'aider et de soutenir la DTA qui n'est que l'ancienne Turnhall. Depuis la conférence de Windhoek elle est présentée comme l'alternative « démocratique ». Quelques transfuges de LA SWAPO longtemps en exil comme Windhoek Emil Apolus et Mburumba Kerina (15 ans d'exil) aurait fait la paix avec l'Afrique du Sud et procuré une caution de respectabilité au discours de l'alliance. Elle constitue la pièce essentielle de la nouvelle politique sud africaine. Foster (ancien premier minis-

tre) aimant à dire que l'Afrique du Sud n'avait aucun intérêt personnel en Namibie et que les peuples du territoire devaient décider seul de leur futur. La SWAPO relève qu'il n'y a qu'un seul peuple en Namibie lequel est réparti en plusieurs groupes ethniques. Elle considère la DTA comme l'instrument de la mise en place d'une solution néocoloniale à la question nationale. Le groupe de contact « gang des cinq » (dixit la SWAPO) maintient la pression auprès du gouvernement de Prétoria afin de faire l'économie d'éventuelles sanctions de l'ONU. On connaît le sort qui a été celui de l'application de ces fameuses sanctions prises par l'ONU. La RFA, la GB, la France, les USA et le Canada font parti des multiples formes et natures de ce qui est convenu d'appeler « la présence occidentale ». Le 25 octobre 1966 trois pays s'abstiennent de voter la résolution de l'ONU mettant fin au mandat sud africain sur la Namibie : la GB, le Malawie, la France.

La France s'abstient aussi lors du vote du 19 mai 1967 ; il s'agissait pour l'ONU d'encourager tout effort pour l'accession à l'indépendance de la Namibie. Ainsi en 1968 lors du vote du Conseil de Sécurité pour le retrait de l'Afrique du Sud de la Namibie. Autre refus de la France celui de voter la résolution du 12 août 1969 en fixant au 4 octobre 69 la date limite du retrait des Sud Africains. Le gouvernement de Prétoria put ainsi obtenir la partition de la Namibie en divers états fantoches. En 1968, inauguration d'un conseil législatif dans le Ovambo Land, même chose en 1972 pour le Cap Privi, en

d'un conseil législatif dans le Ovambo Land, même chose en 1972 pour le Cap Privi? en 1973 le Ovambo Land devient autonome. Circonstance éclairante, ses institutions dites autonomes conservent des Sud Africains dans les départements ministériels de la défense et des affaires étrangères.

Le 29 juillet 1970 la France et la GB refusaient de voter une résolution du Conseil de Sécurité interdisant aux états membres toute relation avec l'Afrique du Sud. Mieux encore, en 1973 outre son refus systématique de condamner l'Afrique du Sud la presse sud-africaine signalait un consulat de France en Namibie. La réponse du quai d'Orsay fut que c'était une résidence achetée par le consul français en Afrique du Sud sur le territoire namibien. Enfin le 17 décembre 1974 le conseil de sécurité (adopta à l'unanimité une résolution qui prévoyait un délai de cinq mois au gouvernement sud-africain pour quitter définitivement la Namibie. Là encore, le triple veto des Etats-Unis de la GB et de la France, la rend inopérante. Le 31 mars 1973 la France en même temps que le Japon, l'Italie et les Etats-Unis refusèrent de voter une résolution du Conseil de Sécurité exigeant de l'Afrique du Sud de s'abstenir d'utiliser la Namibie comme une base d'agression et de provocation contre l'Angola ou n'importe quel état voisin. Jusqu'à présent l'Afrique du Sud s'est comportée en Namibie comme si elle administrait un pays dont le mandat lui fut confié par la SDN. Elle ignore superbement l'ONU et elle en a, les moyens... L'énumération qui précède montre que les pays occidentaux l'ont activement aidé à gérer et à exploiter ces territoires. Les militants de la SWAPO ont constaté que pour le Parti National

sud-africain leur pays n'était que la cinquième province et régi par la loi de l'apartheid. L'idée selon laquelle les états du groupe du contact auraient compris la signification de So-

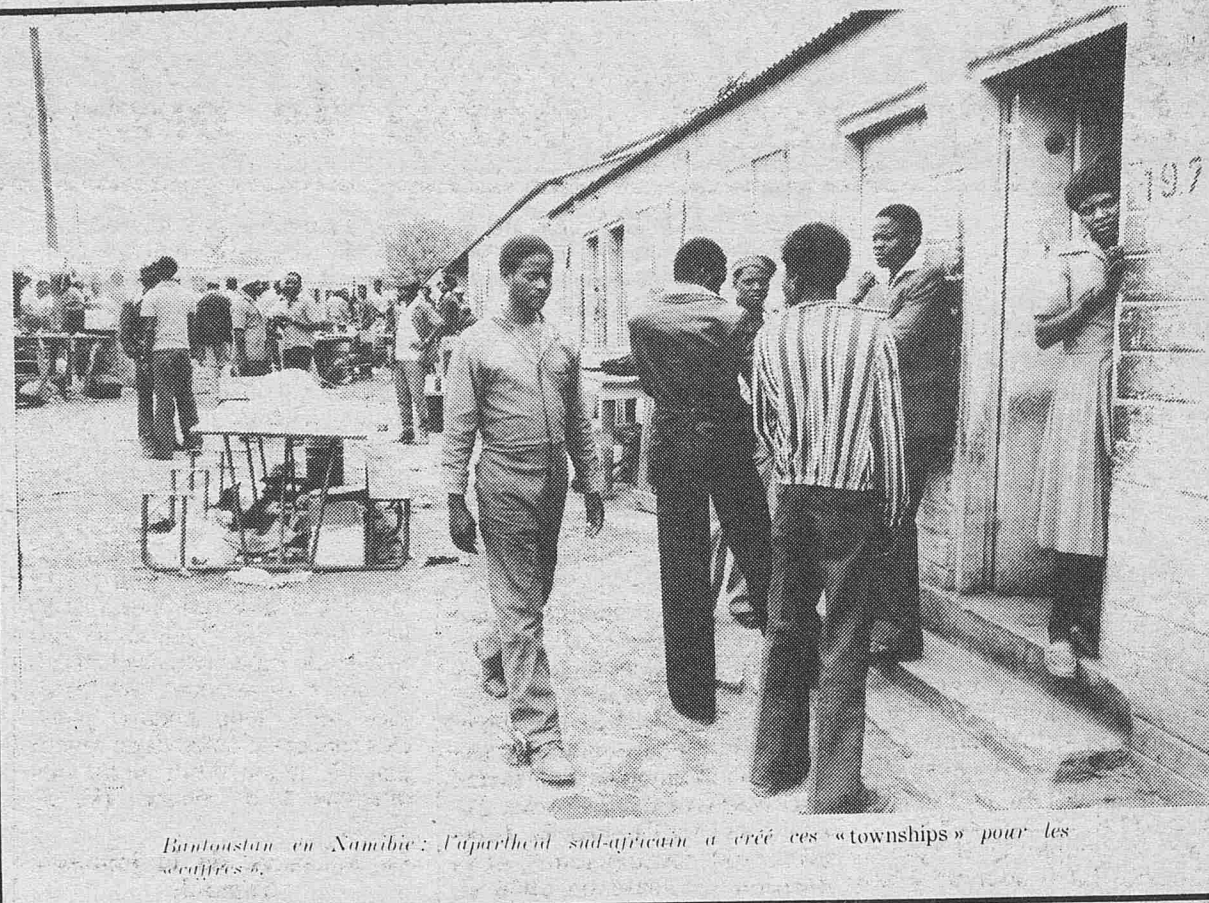
weto et les conclusions à en tirer, ne trouve pas argument sur le terrain. L'échec de la conférence de Genève place ce pays dans une position d'attente. Seule l'Allemagne Fédérale par la voix de son ministre des Affaires Etrangères a clairement désigné Prétoria comme responsable de l'échec de la conférence conviée par l'ONU.

Pic Wbotha peut se frotter les mains. Il a réussi à imposer les hommes de la DTA aux représentants de la SWAPO à Genève, obtenant de facto une reconnaissance internationale. Cet événement intervient après les élections de 1978 ou la Turnhall l'emportait à l'intérieur. A l'instar des grands élus du Parti National des Sud-Africains qui sont envoyés comme administrateurs en Namibie sont des membres du « brooder bond » société secrète où militaient les deux frères et

pasteurs Foster, et où s'élaborent réellement l'idéologie de l'apartheid. Ainsi Steyn et Gerrit Fwilogoen (actuellement ministre de l'Education) et enfin Dannie Hough (actuel administrateur général de la Namibie). La droite du Parti National sud-africain s'oppose à une évolution style Zimbabwe.

Il semble désormais clair que Prétoria a choisi l'amorce d'une solution néo-coloniale où ses alliés de la DTA apparaîtraient comme les vrais et seuls acteurs dans la vie politique namibienne. Les pays africains qui ont assisté les membres de la ligne du front (Zambie, Zimbabwe) ou le Nigéria ne sont pas toujours si respectueux des résolutions de boycott. S'il apparaît que l'Afrique du Sud est décidée au dam de la

Suite page 11...



Bantoustan en Namibie : l'apartheid sud-africain a créé ces « townships » pour les noirs.

LA NAMIBIE

Un pays occupé illégalement par l'Afrique du Sud, qui persiste à l'appeler « Sud-Ouest africain ».

Population	1 035 000 Africains 115 000 Métis 100 000 Blancs (sans compter les forces d'occupation)
Superficie	825 000 Km ² (comme la France et la Grande-Bretagne réunies). La Namibie a des frontières communes avec l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Angola et la Zambie.
Capitale	Windhoek, 80 000 hab. environ. Walvis Bay en est le port principal.
Ressources	Diamant (dans les zones côtières), uranium, cuivre, zinc, vanadium, plomb. Les côtes namibiennes sont aussi très riches en poisson. L'agriculture commerciale consiste surtout en viande bovine et laine de Karakul (moitié de la production mondiale).
Industries	en dehors des mines, principalement de l'industrie alimentaire ; assemblage et finition de produits semi-finis sud-africains.

HISTOIRE

1884	la conférence de Berlin déclare le « Sud-Ouest africain » protectorat allemand, à l'exception de Walvis Bay.
1898-1907	écrasement des soulèvements africains.
1915	l'Afrique du Sud envahit la Namibie ; en 1919, la Société des Nations confère un mandat administratif à l'Afrique du Sud.
1917-1932	l'Afrique du Sud écrase de nouveaux soulèvements de résistance.
1959	création de la S.W.A.P.O.
1964	l'Afrique du Sud met en branle sa politique de bantoustanisation regroupant les Africains sur 1/5 du territoire.
1966	l'O.N.U. met fin au mandat de l'Afrique du Sud. Début de la lutte armée.
1971	la Cour internationale de justice déclare illégale la présence de l'Afrique du Sud. Grève générale dans le pays.
1975	l'Afrique du Sud réunit la Conférence de Windhoek pour mettre au point une solution néo-coloniale.
1976	le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. appelle au retrait de l'Afrique du Sud et à des élections générales sous la supervision de l'O.N.U.
1977	les cinq occidentaux (Etats-Unis, Grande Bretagne, France, Canada, R.F.A.) lancent une « initiative » dans le but de parvenir à une solution négociée.
1978	le plan établi par les cinq occidentaux est adopté par le Conseil de Sécurité. L'Afrique du Sud organise en décembre des élections unilatérales.
1979	l'Afrique du Sud nomme un gouverneur général et établit l'Assemblée « nationale » sur la base des résultats des élections. En juillet l'Angola propose l'établissement d'une zone démilitarisée sur la frontière commune avec la Namibie.
1980	Le commandant des forces de l'O.N.U. prévues dans le plan de règlement visite la Namibie (février-mars). L'Afrique du Sud persiste à vouloir maintenir des bases militaires dans la zone démilitarisée. La victoire électorale de la ZANU-P.F. au Zimbabwe crée une nouvelle situation dans la région, favorable à la lutte de la S.W.A.P.O.

La répression contre le peuple Tamoule

Le Gouvernement de Sri Lanka a pris (successivement depuis l'indépendance en 1948) de multiples mesures pour supprimer la communauté Tamoule par les lois et par la colonisation des terres par les Singhalaïs. Il a donné priorité à la religion bouddhiste et il a décrété la langue Singhalaïse comme langue officielle.

Le peuple Tamoule se distingue du peuple Singhalaïs par sa langue, sa religion, sa culture et ses traditions ainsi que par son territoire.

Les Tamoules sont discriminés sur tous les plans, dans l'éducation, l'emploi, l'économie, et les droits civiques. A cause de leur discrimination, ils luttent pour un état «*Tamil Eelam*», comme le peuple Québécois au Canada, lutte pour un état séparé du Québec. C'est depuis 30 ans que les Tamoules luttent pour leurs droits fondamentaux et leur souveraineté.

A deux reprises, le leader Tamoule, M.S.J.V. Selvanajagam a fait un agrément avec les partis au pouvoir ; avec le «*Sri*

Lanka Freedom », parti de M. Bandaranaike le 26 juillet 1957 et avec le «*United National Party* », de Dudley Senanayake, le 24 3 1965. Mais les deux accords ne furent pas respectés et abolis par les dirigeants Singhalaïs.

En 1972, Mme Bandaranaike introduit la constitution Républicaine. Mais en même temps, la loi n29, qui protégeait les minorités fut abolie. Sous le nom de la démocratie et grâce au fonctionnement par majorité démocratique, le parlement Singhalaïs a passé tout un système législatif, qui destituait les Tamoules de tous leurs droits. Par conséquent, et par suite, les Tamoules ont formé le «*Front Uni de Libération Tamoule* » (TULF), sous la direction de M. Svanajagam ; et la décision fut prise en 1976 de promouvoir l'état séparé de Eelam. -A l'occasion des élections générales de juillet 1977, le TULF demanda le mandat aux électeurs Tamoules dans les départements du Nord et de l'Est du Ceylan où vit la majorité du peuple Tamoule. Plus de 50 %

des Tamoules ont mandaté le TULF, pour agir en faveur d'un état séparé. A peine un mois après une des plus grandes émeutes raciales dirigée contre les Tamoules -celle du mois d'août 1977- éclata dans les deux parties du pays. Le gouvernement n'a pris aucune initiative en faveur d'une protection des Tamouls. Et les forces armées soutenaient les émeutiers. C'est ainsi que des centaines de personnes ont perdu leur vie et que des milliers ont perdu tous leurs biens, dans l'ensemble, des milliers de rupies. Environ 50 000 Tamouls devenaient des réfugiés dans leur propre pays. Des milliers d'entre deux vivent jusqu'à aujourd'hui dans des campements de réfugiés. (V. SF No 2).

Le massacre de la jeunesse Tamoule

Le Gouvernement Sri Lankais a développé tout un arsenal de mesures répressives contre le peuple Tamoule et la demande d'un état séparé. Toutes les campagnes démocratiques et toute activité publique du TULF

ont été violemment réprimées par le gouvernement et les forces armées. Cette politique est responsable de l'apparition d'un mouvement violent au sein d'une partie de la jeunesse. Incapable d'arrêter et de traduire en justice les auteurs de certains actes violents, la police et les forces armées ne cessent d'arrêter un grand nombre d'innocents, et surtout ceux qui sont actifs au sein et autour du TULF. Ceux qui ont été arrêtés une fois risquent de se faire arrêter à tout moment. Même la prise d'otage des parents n'est pas exclue. En détention, la torture et l'assassinat sont devenus une pratique courante.

C'est pour protéger leur vie, que beaucoup de jeunes quittent le pays pour s'expatrier vers tous les pays du monde.

Actuellement, le conseil des ministres du gouvernement Singhalaïs a décidé de développer des services secrets à l'étranger pour espionner les personnes qui soutiennent et luttent pour «*Tamil Eelam* ».

KRISHNAN

Globalement votre

Banjul

Le projet d'une charte africaine des Droits de l'homme a fini d'être examiné par la conférence convoquée par l'O.U.A. Parait qu'il y aura une commission de 11 membres pour aviser des griefs faits à un Etat pour violation des Droits de l'Homme. C'est peut-être pas mieux non, d'examiner plutôt les plaintes des hommes aux droits violés ? De toutes façons, l'Afrique du Sud appréciera, même si elle n'est pas à l'O.U.A. (faut pas pousser, quand même).

EGYPTE

Le phare d'Alexandrie voit rouge. Au pays des Pyramides, trois diplomates soviétiques, après avoir bien valsé sur les rives du beau Nil bleu, sont priés de prendre des vacances.

Lybie

En marge du Ramdam causé par l'idée d'une fusion tchadolibyenne, la première des 10 vedettes françaises du type «*La combattante* » flotte «*fluctuat nec mergitur* », comme disaient les Anciens) allègrement vers Tripoli. Commentaire officiel à Paris : «*silence, on vogue* ». Et comme il vaut de l'or, et que ça rapporte bien en bourse et puis qu'il y a la crise, vous comprenez pourquoi «*on* » a dit à Elf-Aquitaine de laisser provisoirement le pétrole lybien. C'est clair non ?

Canaries

L'Espagne permet à nouveau aux vaisseaux scientifiques soviétiques de mouiller aux Canaries. Gageons que cette mesure viserait les dissidents scientifiques allergiques aux froids goulags.

Guinée-Bissau

Le conseil de la Révolution a fait savoir au secrétaire général de l'O.N.U. que M. Gil Fernandez était démis de ses fonctions d'ambassadeur auprès des Nations Unies. Cet ingrat n'avait pas soutenu le coup d'Etat du 14 novembre. Encore un qui commence bien l'année, pendant ce temps, l'A.I.D., filiale de la Banque Mondiale prête 12 Millions de \$ au gouvernement afin de réexploiter son pétrole off-shore. Bonne année.

Niger

Rainer Offergeld, ministre de la Coopération économique de la RFA, en visite officielle à Niamey pour quatre jours. Depuis octobre 73, aucun ministre ouest-allemand n'avait foulé le sol nigérien. Voilà, c'est fait. Comme par hasard, on envoie d'abord le ministre de la coopération économique... Moralité : Trois accords d'une valeur de 57,72 millions de NF ont été ratifiés par messieurs Oaergeld et Daouda Diallo, ministre des affaires étrangères et de la Coopération.

Bouki L'Hyène

...Suite de la page 10

majorité blanche de Namibie, de favoriser les processus d'un gouvernement local, elle devra tôt ou tard intégrer le facteur SWAPO puisqu'elle ne semble pas douter de sa victoire dans des élections nationales. Il reste que, fidèle à sa victoire dans des élections nationales. Il reste que, fidèle à sa stratégie, l'installation et la reconnaissance de la DTA, lui offre une virginité politique et le temps d'ici la prochaine et hypothétique rencontre de consolider ses positions et d'améliorer sa base. En attendant, il s'agit au mieux de contraindre la SWAPO de donner des assurances sur le statut quo post-indépendance. L'hypothèse la plus vraisemblable serait une Namibie avec un appareil d'état ou blancs et noirs de la DTA conserveraient des postes clés de la vie politique et des nationalistes ayant choisi une lente évolution contre la poursuite de la guérilla. Sam Nujoma doit beaucoup penser à son voisin Robert Mugabé. L'affaire Tekéré indique que les mouvements nationalistes d'Afrique Australe n'acceptent pas toujours ce type de solution. L'attitude de Reagan au Salvador permet de croire que la swapo ne sera pas épargnée même s'il est toujours utile de répéter que la Swapo n'a pas une majorité acquise aux idées communistes. La propagande officielle de Prétoria invite au soutien de la DTA garante de la «*démocratie* » et d'un gouvernement noir ; contre les «*terroristes communistes* » de la SWAPO. Un gouvernement DTA serait la consécration des tenants des Bantoustan et l'illusion pour longtemps encore que les «*caffres* » ne demandent qu'à trouver leur maître.

LEUK LE LIEVRE



FRANCA RAME

Le théâtre un moyen de lutte

Franca Rame a donné deux représentations pendant le passage de Dario Fo, son mari, au Théâtre de l'Est Parisien. Son spectacle : « *Orgasme adulte échappé du zoo* », quatre tableaux sur la vie des femmes et leur lutte. A côté de Dario Fo, Franca Rame fait figure d'inconnue en France ; nous avions peur de ne rencontrer que l'ombre de Dario, nous avons trouvé un personnage très différent, une femme éclatante de vie qui raconte avec simplicité et humour l'oppression des femmes. Rien à voir avec Dario.

Pour Franca, le théâtre est avant tout un moyen de lutte qui n'exclue pas d'autres moyens d'action : militante du Secours Rouge, elle a récemment lancé un appel à Amnesty International pour un enquête sur les conditions de détention des prisonniers dans les super prisons italiennes.

Soutiens aux ouvriers en grève, aux prisonniers politiques, aux immigrés, lutte en tant que femme, ses actions situent Franca Rame mieux que n'importe quel discours idéologique.

Sans Frontière : Faites-vous un simple théâtre de constat ou amenez-vous des solutions aux gens ?

Franca Rame : Ce serait très présomptueux de vouloir arriver avec la vérité en poche. Nous amenons des problèmes dont on discute après le spectacle ; nous avons des débats enflammés avec les communistes, les socialistes, les camarades de base. Nous avons fait un spectacle à Forlì qui s'appelle « *La grande pantomime* », sur la renaissance du fascisme ; on y parlait d'une grève qui n'était pas suivie par les ouvriers. Un peu plus tard à Forlì, il y eut une énorme grève des éboueurs et leur mot d'ordre était : « *Ne faisons pas comme les ouvriers du spectacle de Dario* ».

Nous servons aussi de courroie de transmission lorsqu'une usine est en grève, nous venons discuter avec les ouvriers, et jouer, et la recette est donnée pour soutenir les grévistes. Ce n'est pas seulement un soutien

en parole mais en acte ; depuis 68, entre les prisonniers, leurs familles, les avocats, les usines en grève, nous avons donné à peu près un milliard, c'est quelque chose.

S.F. : Où est le théâtre populaire italien ?

F.R. : Le théâtre populaire n'existe guère en-dehors de nous : ce n'est pas présomptueux de le dire, c'est une réalité. Faire du théâtre populaire pour nous, c'est écrire des textes qui sont proches des conditions de vie des gens. Il nous arrive d'écrire des textes sur des idées données par le public, sur le travail au noir par exemple. Lorsque nous réunissons 1500 personnes dans un palais des sports ou sur une place publique, nous faisons la preuve que notre théâtre est populaire. Les gens ne bougent pas pour un théâtre aristocratique.

S.F. : Quels sont les rapports entre théâtre populaire et théâtre institutionnel ?

F.R. : Les gens connaissent le travail que nous faisons. En Italie, il nous arrive d'aller jouer dans des théâtres institutionnels, alors nous y imposons nos conditions, d'est-à-dire le prix des entrées, pouvoir y faire des interventions, pouvoir y aborder tous les sujets (prison, terrorisme, etc.), et enfin ramasser les recettes pour le Secours Rouge par exemple, ou pour d'autres.

Du moment que le pouvoir a besoin de feindre qu'il est démocratique, ils acceptent tout cela. Il n'y a jamais de médiation entre eux et nous. Même lorsque nous passons à la télévision, on ne cède sur rien, et pouvoir dire ce que l'on veut devant 20 millions de téléspectateurs, c'est important. Il est parfois utile de devenir les instruments du théâtre institutionnel.

S.F. : Est-ce que vous êtes arrivés à établir ce rapport de force avec le pouvoir grâce à votre popularité d'acteurs ?

F.R. : Ce n'est pas seulement à cause de ça, c'est surtout grâce aux luttes ouvrières. Par exemple lorsque nous sommes allés à Bologne (ville communiste), la ville ne voulait pas nous donner de local, les ouvriers ont alors menacé de se mettre en grève pour obliger la commune à nous le donner. Une autre fois, dans une ville près de Rome, les autorités nous ont coupé l'électricité dans le théâtre, alors on a ouvert toutes les portes du théâtre et on a joué à la lumière des phares allumés.

Un autre exemple de notre travail : il y avait une fabrique de verres en grève et le syndicat voulait fermer l'usine. Pour empêcher cela, les ouvriers avaient besoin d'argent, ils avaient 10 000 verres à vendre mais n'arrivaient même pas à les vendre dans les prisons italiennes. Alors on a loué un camion, et chargé les 10 000 verres et nous sommes partis au Palais des Sports de Bologne avec dix ouvriers de l'usine. Au premier entracte, les 10 000 verres étaient vendus. Les ouvriers n'arrivaient pas à le croire et en pleuraient de joie.

Tout ceci et bien d'autres choses ont fait notre force et notre crédibilité.

S.F. : Ton spectacle de ce soir a été créé en 1976 ; est-ce qu'il correspondait seulement aux besoins des mouvements féministes ou était-ce aussi pour toi un besoin de t'exprimer ?

F.R. : Bien sûr, les luttes des femmes au sujet du divorce, de l'avortement et de bien d'autres choses sont très importantes et elles ont contribué très fortement à ce spectacle mais c'était aussi une nécessité pour moi de m'exprimer toute seule sans être la femme de Dario ; Parce que je suis mariée à Dario et que j'ai un enfant, j'ai les mêmes problèmes que les autres femmes et suis directement concernée. Quand nous



avons quitté le théâtre traditionnel, j'ai pensé que je ne pouvais plus vivre comme une personne riche, et j'ai renoncé à avoir des domestiques. A la maison, je travaillais comme un chien ; j'en ai eu marre et un beau jour, j'ai fait un « *dazi-bao* » où j'ai écrit : « *Qui veut manger et avoir du linge propre va faire les courses et laver son linge* ». Je me suis mise en grève. Depuis ce jour, ma famille marche très bien. Parfois maintenant, quand je téléphone à la maison, on me répond : « *Attends un moment, je dois fermer l'eau parce que je suis en train de laver mes chaussettes* ».

S.F. : Quelle est la position par rapport à la violence en Italie ?

F.R. : En Italie (et dans d'autres pays comme l'Allemagne), le terrorisme est le fils du parti communiste ; pendant ces 35 années de pouvoir de la Démocratie Chrétienne qui en a fait de toutes les couleurs, corruption, répression, exactions en tous genres, le P.C.I. a essayé de dialoguer avec la D.C. pour obtenir une place au gouvernement. Il s'est déculotté, s'est laissé couper les « *couilles* » au lieu de prendre une position de lutte. Il y a eu des luttes ouvrières terribles en 1975, de petits groupes se sont formés à la gauche du P.C., c'était notre espoir. Mais ils ont fait une grosse erreur qui consistait à cultiver chacun son jardin et se pousser en avant pour devenir le leader, et à la fin, ils ont été battus. La déception et le manque de perspectives ont décidé un certain nombre de gens à choisir la lutte armée.

Ce n'est pas du fanatisme, mais une lutte individuelle donc stérile, même si ces individus qui paient de leur vie, sont condamnés à des centaines d'années de prison (il y a 3000 détenus politiques en Italie). La lutte doit être générale. Ma réponse est simplifiée, on pourrait parler du terrorisme pendant dix ans.

S.F. : La lutte armée est isolée en Italie. Quelle est la position du théâtre populaire par rapport à cette lutte ?

F.R. : Nous ne pouvons pas parler de manière spécifique de la lutte armée, c'est un peu tôt pour donner des éléments, et très délicat. Même si nous avons une position très précise de condamnation de la lutte armée, il n'est pas question de la faire publiquement au théâtre. Nous n'en avons pas le cœur ce serait présomptueux et faux.

Nous soutenons les prisonniers politiques mais ce n'est pas la même chose que de partager leurs idées. Je ne fais pas cette distinction par peur mais parce que je le pense vraiment. Je ne partage pas ce choix de lutte mais je n'empêche pas les gens de choisir la forme de lutte qu'ils préfèrent. Je ne les juge pas, il y a bien assez de juges pour ça, j'essaie de les aider.

S.F. : Quelle est la situation des immigrés en Italie ?

F.R. : tu abandonnes ta culture, ton pays, tes amis et tu te retrouves dans un pays où on te traite comme un chien. La semaine dernière, j'étais en Allemagne où je donnais un spectacle dans un grand théâtre, et j'ai pris un chambre dans un grand hôtel de la ville. Le lendemain matin, j'ai été réveillée violemment par la patronne qui voulait que je me lève et que je m'en aille. Elle menaçait d'appeler la police pour me faire partir. (Je ne parle pas un mot d'allemand).

Et j'ai été traitée comme ça avec ma réputation d'actrice dans un grand hôtel, alors comment doivent être traités les immigrés !

Je dois préciser que le local que nous habitons encore actuellement à Milan, nous l'avons occupé en 1974, et qu'il est le centre de tous les immigrés qui vivent là (Maghrébins, Palestiniens, Lybiens, Ethiopiens). Ils se réunissent là le soir, le dimanche, c'est là qu'ils font leurs fêtes, leurs spectacles.

Propos recueillis par

Marie-Pierre et Habib



A NOS ABONNES,
A NOS LECTEURS

EXCEPTIONNELLEMENT

Achetez un second exemplaire de
« *Sans Frontière* » et offrez le à vos amis,
ou compagnons de travail.

sans frontière

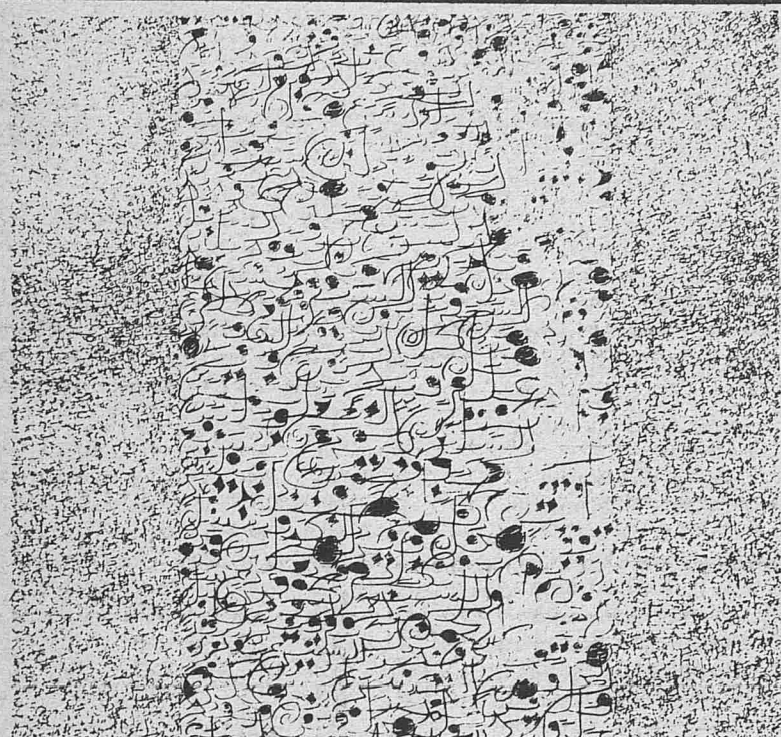
Thé à la menthe, peinture et poésie

D'ja instigateur à Arceuil d'une exposition intitulée « De l'écriture arabe à la gravure », Gabriel Delahaye renouvelle cette expérience de sensibilisation à la peinture-poésie arabe au théâtre Paul Eluard de Bezons jusqu'au 31 janvier.

Sur le thème « Ecriture-Image », six artistes utilisent des techniques d'expression

très différentes au services de sensibilités très diverses.

L'écriture et l'utilisation formelle qu'ils en font, est un lien ténu entre eux et un intéressant prétexte. Et une après-midi « Thé à la menthe et poésie » a permis au public d'entendre quelques textes d'Etel Adnan, de Bakran et de Sahli.



L'ENFANCE DE L'ART OU L'ART DE L'ENFANCE

L'univers de Triki, graveur tunisien, s'exprime avec une subtile naïveté dans un style proche du graffiti avec tout ce que cela comporte de spontané, d'enfantin, évocateur de la peinture pariétale du Tassili. Triki fait preuve d'une maîtrise parfaite de l'art rigoureux et dépouillé de la gravure pour exprimer un univers onirique tendre et plein d'humour où s'envolent êtres humains et animaux, cours de ferme et maisons dans un savant chaos.

RETOUR AUX SOURCES

C'est d'une toute autre relation à l'écriture qu'il s'agit chez Quotbi, peintre marocain. De la lettre ornementale, il fait l'architecture de son œuvre. Il investit tout l'espace de sa calligraphie non signifiante. L'œil se repose dans la contemplation infinie des signes répétitifs de premier plan, puis se perd dans le vertige des signes microscopiques qui tapissent tout le fond. Ses couleurs, riches, moirées d'ors et de bruns chauds, de bleus allant jusqu'au turquoise évoquent les mosaïques somptueuses des mosquées séfévides d'Iran. Il s'agit d'une peinture bijou, où l'écriture imbriquée rappelle la précieuse utilisation qui en a été

faite dans la décoration des mosquées de Samarkand ou dans les stucs richement sculptés du Maroc.

Si Quotbi pense que seule la calligraphie le relie à ses origines arabes, sa recherche de perfection formelle l'y rattache encore bien plus sûrement.

VIOLENCE ET EMOTION

Toute différente apparaît la démarche conjointe d'un Ami Fenjan, peintre irakien, et d'un Tahar Bakri, poète tunisien, dont l'amitié est à l'origine d'« Exils », lithographies et poèmes mêlés. La création simultanée du texte poétique et de l'œuvre graphique a donné naissance à une image forte où l'écriture n'existe plus pour elle-même, par son étroite insertion dans le dessin. Ici l'écriture est volontairement violente : Fenjan et Bekri veulent, par-delà même le problème arabe, exprimer la violence du monde. Ce que la calligraphie, à leur sens, ne parvient pas à faire. Ils lui reprochent d'être un art vide de contenu social, politique, humain, perfection formelle qui ne renvoie qu'à elle-même. Il faut donc l'éclater, la bouleverser. Il est vrai que leur œuvre interpelle le regard, le provoque, le défie, autant que celle de Quotbi ne suggère que la contemplation.

L'ART DES NON-SENS

C'est avec Sahli, plasticien tunisien, que l'écriture est le plus totalement détournée de

sa fonction première de lisibilité. Il n'en conserve que le squelette, l'horizontalité et le rythme, modulations du blanc au noir sur papier feutré gris.

Dans son écriture illisible, l'œil s'attache seulement à la qualité plastique. Parallèlement à ces messages ayant répudié toute volonté de communication, Sahli nous livre ses « Ecrits de non-sens », suite de variations sur une onomatopée, où il utilise les sons d'une parole dénuée de sens comme il a utilisé les éléments d'une écriture illisible. Pour lui, il s'agit d'une voie non encore explorée, entre la musique et la poésie.

Seuls subsistent le rythme et la voix. On atteint à la dérision totale du rapport signifiant/signifié, à la caricature de toute communication.

DE LA FÊTE A L'APOCALYPSE

Etel Adnan, peintre et poète libanais, s'est située d'abord du côté de l'écriture. C'est au moment de la guerre d'Algérie que la peinture s'est imposée à elle comme le relais nécessaire à l'écriture en français, son expression privilégiée d'alors. Pour Etel, « toute écriture de qui qu'elle soit, est automatiquement dessin ». Il était donc logique qu'elle valorise la sienne en l'intégrant à sa peinture. Elle écrit des poèmes en arabe qu'elle intègre à ses compositions colorées, et elle y adjoint les chiffres « arabes » (*) dont le côté primordial et l'angularité la séduisent. Et aussi à un autre niveau, comme un rappel historique de l'importance des Arabes pour la science mathématique. Les compositions de barres colorées exposées à Bezons répondent à un geste de l'écriture. Elles s'étalent sur de longs cahiers japonais pliables en accordéon, les « makemonos », qui conviennent à Etel et aux variations infiniment colorées de sa peinture : verts acidulés, roses Bengale, bleus intenses, jaunes soleil, citron, orange éclatent, bonbons et pétards d'une fête intérieure.

Dans son nouveau livre, « L'Apocalypse arabe » (**), les misères de la guerre au Liban s'étalent dans la violence et le chaos des images, des répétitions, des mots et des idées, auxquels viennent s'intégrer des pictogrammes posés çà et là, simples glissements de l'écriture au dessin.

Images-mots, lettres-images, graffitis, pictogrammes, squelettes d'écriture et onomatopées l'écriture et le langage sont ici l'objet de tous les dévoiements.

L'écriture arabe, par sa flexibilité, se prête au calligramme et s'y est toujours prêtée. Le geste de la main s'exerce en un trait continu et la dimension des lettres n'est pas codifiée, ce qui permet toutes les défor-

mations et toutes les interprétations.

L'écriture-image a sa vie propre. L'écriture manuscrite devient la motivation principale et non plus l'accessoire complémentaire de l'image. Tout à fait affranchie du sens pour les uns ou encore signifiante pour les

autres, elle devient corps qui s'envole, objet d'imagination pour l'œil et l'esprit.

Chantal Soyer

(*) Chiffres ourdous encore utilisés dans le monde arabe, sauf la Tunisie.

(**) Editions Papyrus.

LES ECHOS DU TAM-TAM



A partir de cette semaine, une nouvelle rubrique, les ECHOS DU TAM-TAM présentera à nos lecteurs les nouveautés du disque ; nos commentaires et appréciations seront précédés des signes suivants :

- 1 : pour la qualité du mixage, du son et de la technique des musiciens : *
- 2 : pour les arrangements rythmiques et vocaux : □
- 3 : pour les paroles et la mélodie : *

BOVICK Skanten dance Afro Funky Reggae

Bovick a inventé le skan'ten, une forme de musique violente et riche en couleurs, commune à la musique africaine noire, avec toutetois une particularité essentielle : les arrangements des cuivres funky-jazzy et le métier fantastique des choristes en font un disque qui a sa place dans toutes les discothèques du monde. Net, dosé, dément ! Deux reggaes : SEMEKI JOE et PAZOPO REVOLUTION menés de main de maître par FITZROY WILLIAM (EX-EXILE ONE) méritent tous les « charts ». A écouter.

Distribution : WEA FILIPACCHI

TOTO GUILLAUME « TOGUY »

Au Cameroun, le Makossa a depuis longtemps imposé sa loi, tout comme au niveau international où son griot M. Dibango le distille comme une pincée d'acide. Avec TOTO, on aborde un makossa moins sophistiqué, mais d'une intensité lumineuse. L'artiste a le mérite de s'être sorti heureusement de la mélasse où il végétait depuis 2 ans. Trois titres au dessus de la mêlée : ISOKOLO, ndoma muni et surtout ANGELE NA BOLEA-NE. Un disque solide et carré de virtuose. A signaler aussi parmi les musiciens ALADJI TOURE ET VICKY EDIMO qui sont



sans doute les meilleurs bassistes africains de l'heure.

Distribution : SONODISC

AIGLONS (la Puissance des)

Je néglige volontiers les paroles des AIGLONS tournant le plus souvent à l'obsession sexuelle pour plonger dans cet univers rythmique de l'un des plus représentatifs des groupes antillais. La face A, de qualité pourtant remarquable est presque mise sous l'étoignoir par le verso qui est une reprise à la JAMES BROWN des tubes du groupe. Les enchaînements du « Meddley » sont un tantinet laborieux certes et on n'aurait pas craché sur une insistance un peu évidente sur : CUISSE LA et le PETIT CHAPERON NOIR. un album de vacances avec la sympathique bande vers la mer des Caraïbes !

Distribution : SONODISC

MONGO SANTAMARIA « IMAGES »

On ne le présente plus, ce géant de la Salsa. Et quand au début de l'année dernière, la Salsa arrivait, c'est qu'il y avait du M. SANTAMARIA dans l'air. Dans l'air seulement, car soyons francs, ces « IMAGES » ci sont pour le moins floues ; Déjà au niveau du son, bien que le disque ait été gravé aux USA. Autrement, les compositions elles-mêmes ne sont pas géniales et il faudrait être un « fan » inconscient pour prendre son pied. Moi, je prends le mien ... mais à mon cou.

Distribution : SONODISC

SANTA-CLAUS

Algérie : Un niveau médiocre

Après la mise hors compétition de la DNC El Asnam les quinze équipes du championnat d'Algérie viennent d'entamer le cycle des matchs retours.

Cette reprise fut marquée par plusieurs surprises ainsi L2EP-Sétif, qui partait défavorisée en allant découdre à Kouba contre le club local, est revenue avec les trois points de la victoire qui lui permettent de s'installer seule en tête de classement. L'autre co-leader la J.E. Tizi Ouzou contre toute attente a laissé ses plumes sur son terrain devant une étonnante USM-El-Harrach.

Les autres exploits de la journée sont à l'actif du M.P. Alger, qui est revenu victorieuse de son déplacement à Oran, et au WKF collo qui a forcé la DNC Alger au partage des points.

Dans ce championnat, d'un niveau médiocre les écarts entre les équipes en tête du classement ou celles qui se trouvent au bas du tableau restent très serrés.

Les jeux sont loin d'être faits aussi bien pour la consécration que pour la relégation. Pas moins de sept équipes d'un niveau égal, sont dans la course au titre et aucun club n'est définitivement lâché au bas du classement. Certainement tout se jouera dans un mouchoir de poche si le rythme de la compétition persiste dans sa monotonie.

Les temps où des équipes comme le CR Belcourt ou le MC Alger dominaient le championnat d'un bout à l'autre semblent révolus en Algérie.

M.S.

A Alger (20 août) : MA Hussein-Dey 1- GCR Mascara 0.

A El Harrach : DNC Alger 1 - WKF Collo 1.

A Kouba : RS Kouba 0 - EP Sétif 1.

A Tizi-Ouzou : JE Tizi-Ouzou 0 - USM El Harrach 1.

A Oran : ASC Oran 0 - MP Alger 2.

A Bel Abbès : ESM Bel Abbès 4 - CM Belcourt 2.

A Batna : CN Batna 2 - MP Oran 1.

CLASSEMENT	Pts	J.	G.	N.	P.	B/P	Bc
1. EP Sétif	35	15	7	6	2	25	17
2. MP Alger	34	15	9	1	5	30	20
3. JE Tizi-ouzou	33	15	7	4	4	24	19
MAHD	33	15	8	5	2	21	19
5. RS Kouba	32	15	7	3	5	20	17
DNC Alger	32	15	5	7	3	16	15
7. USM El-Har.	31	15	6	4	5	16	13
8. ESMBA	30	15	5	5	5	21	18
9. GCR Masc.	29	15	4	6	5	17	18
10. WKF Collo	28	15	3	7	5	12	17
11. CM Belcourt	27	15	3	6	6	19	24
ASC Oran	27	15	4	4	7	14	20
13. ESM Guelma	26	14	3	6	5	18	17
14. MP Oran	26	15	3	5	7	16	18
15. CN Batna	25	15	4	2	9	9	26

La DNC El Asnam est hors compétition.

Tunisie : Une course sévère

Le championnat national de foot-ball en Tunisie, reprend ses activités après un repos de trois semaines bien mérité.

Après une première phase où l'offensif a été à l'honneur, (pas moins de 202 buts ont été marqués au cours des 91 rencontres).

Les plus percutants sont les trois clubs qui dominent la compétition : à savoir le S.T., l'E.S.T., et le C.A. avec respectivement : 26, 24, 20 buts réussis, soit au total 70 buts qui représentent à peu près le tiers du total.

Le pénalty raté par Othmane Chiaihi devant le C.O.T. lui coûte cher, puisqu'il aurait pu prétendre à la première place, qu'il doit partager avec son alter ego, Rached Tounsi du S.T.

RESULTATS TECHNIQUES (14e journée)

- CAB-ST : 1-0
- EST-ESS : 1-1
- SRS-JSK : 0-0
- CA-ASM : 1-0
- USMO-CSS : 1-1
- CSHL-COT : 2-0
- SG-OCK : 0-0

CLASSEMENT	Pts.	j.	G.	N.	P.	B/P	Bc
1. ST	34	14	9	2	3	26	13
EST	34	14	9	21	3	25	14
3. CA	33	14	8	3	3	21	9
4. ESS	31	14	5	7	2	15	12
CSS	31	14	6	5	3	18	17
5. CAB	30	14	6	4	4	19	12
JSK	30	14	5	6	3	16	11
7. USMO	29	14	4	7	3	14	12
8. SRS	26	14	3	6	5	10	15
9. OCK	25	14	3	5	6	11	13
10. ASM	24	14	2	6	6	11	14
COT	24	14	2	6	6	10	18
13. SG	21	14	2	3	9	6	28
14. CSHL	20	14	2	2	10	8	22

Cameroun : Un étrange championnat

Etrange championnat. Les deux premières équipes Dynamo et Unisport affichent « zéro » au goal average. Le classement est faussé par le fait que toutes les équipes n'ont pas joué le même nombre de matchs. Ce qui donne le canon est avant dernier avec 7 matchs en retard, L'Union est 7ème avec 5 matchs en retard. Les coupes d'Afrique des clubs ayant mobilisé ces deux club jusqu'au stade final : le Canon remportant la Coupe d'Afrique des clubs champions face à l'As Bilima (Zaïre) et l'Union de Douala s'inclinant en finale de la Coupe des vainqueurs de Coupe face au tout puissant mazembé (Zaïre) (cf Sans Frontière No 3). En fait, les équipes à suivre sont celles au goal-average positif (tonnere, aigle, Union de Douala, Canon, Dragon de Yaoundé, Fédéral).



Résultats :

à Yaoundé	
Canon-Entente de Nhaoundéré	0-1
à Douala	
Léopard de Douala-Dragon de Douala	1-1
Njanqui (23e mn) Bipenda (52e mn)	
Union de Douala-Union d'Abong Mbaney	2-0
à Bafoussam	
Racing de Bafoussam-Unisport de Bafaney	0-0
à Mbouda	
Bamboutos-Club - Lion de Yaoundé	1-2
Fédéral - Dynamo de Douala	1-0

union d'Abong-Mbang et Dragon de Yaoundé sont pénalisés de deux points sur décision de la Chambre Centrale d'homologation et de discipline.

CLASSEMENT	Pts	J.	G.	N.	P.	Bp
1. dynamo de Douala	14	12	5	4	3	13
2. Unisport de Bafang	14	13	4	6	3	16
3. Aigle de Dschang	12	12	3	6	1	11
4. Fédéral	12	11	5	3	3	7
5. Lion de Yaoundé	12	12	4	4	5	18
6. Tonner de Yaoundé	11	9	5	1	3	21
7. Union de douala	11	8	3	5	0	14
8. Entente de Ngaoundéré	11	12	4	3	5	13
9. PWD de Bamenda	11	12	4	3	5	14
10. Bamboutos-Club	11	13	3	5	5	13
11. Racing de Bafoussam	11	12	4	3	5	11
12. Léopard de Douala	10	12	3	4	5	9
13. Dragon de Douala	9	10	2	5	3	6
14. Dragon de Yaoundé	8	9	4	2	4	12
15. Canon de Yaoundé	7	6	3	1	2	11
16. Union d'Abong-Mbang	7	12	4	3	6	11

Sénégal :

Rien n'est joué

Rien n'est joué. Les cinq premières équipes se tiennent à 2 points d'écart. Le Niayes, la police, et la SEIBC qui a réussi le carton face au dernier l'AFSA) ont gagé alors que leurs suivants la JA et Ndiambour ont fait match nul. La première place du Niayes (invaincu depuis le début de la saison, qui n'a encaissé qu'un seul but en 8 matchs -un exploit- mais n'en a marqué que 7 -même pas une moyenne d'un but par match-) peut être remise en question par le match en retard Police (2ème à 1 point) contre la J.A. (4ème à 2 points). Match attendu tant par le public que par les autres équipes du championnat.

FOOT

SENEGAL 8eme JOURNEE

RESULTATS :

-Diaraf-Mbossé 0-0

police-Casa 2-1

Jeanne d'Arc-US Rail 1-1

police-Casa 2-1

Ndiambosse-Gorée 1-1

Niayes-Mbour 1-0

Taïba-Linguère 1-1



sans frontière

AGENDA

PARIS

Musica

Adama, chants et danse de traditions juives pour la première fois à Paris du 13 janvier au 1er février au *Carré Sylvia Monfort*

Chants et contes des sables par l'ensemble Sharif Allaoui, le 10 février à la *Cité internationale universitaire*

François Tusques au piano, Carlos Andreu (chant), nouveau répertoire, le 28, 29 janvier ; quintet : C. Bernard (sax), G. Ferrys (tb), J.J. Avenel (cbs), Faroux (bt) Louvere (p), le 30, 31 janvier au *Dunois*

Si vous aimez le Rock et si vous voulez vous élever, allez au *Gibus club* pour l'Opération Rock Express du 20 au 31 janvier

pour ceux qui sont branchés sur la musique électronique, sachez que le 27/1, Charles Dodge, compositeur, jouera à l'Américan center, à 21 heures.

Le groupe Imago est toujours au théâtre de la Gaité-Montparnasse, jusqu'au 1er février.

« Al Canto », tradition et renouveau de la chanson et de la poésie populaire régionale par Marie-Annick Berriat et Christine Pichon du 13 au 31 janvier chez Georges, 11 rue des Canettes, 75 006 Paris.

Apocalypse (c'est du super jazz reggae) se produira du 22 au 25 à 20h30. Le groupe Hibscus, du jazz classique, sera là le 25 à 17h et le 26 à 20h30 : du jeudi 29 au dimanche 1er février, Louis Xavier vous jouera du jazz antillais au Théâtre Noir, 25 rue des Jendriers, 75 020, tél : 797.85.14

Cinéma

Ethnocido de Paul Leduc (mexique), le vendredi 23/1

Fuera de aqui de Jorge Sanjines (bolivie), le samedi 24/1

Le dieu noir et le diable blond de Glauber Rocha, le samedi 25/1

Salvador, révolution ou la mort de Diamond, et dans la série El Salvador « passos en el camino de la liberación » 3 courts métrages.

El violento de Salojo de una toma pacifica

Los tiranos solo entienden su propio lenguaje

Una cancion l'évengile a solentiname de mallet (Nicaragua) Le lundi 26/1

Julio comienza en Julio de Silvio Caiozzi (Chili), le mardi 27 janvier

Cinéma le Denfert, 24 place Rochereau (Tél : 354 00 11)

Expositions

Le soleil dans la tête par Claude Maillard, au 10 rue de Vaugirard 75006

URGENT

L'ilot Chalon, 12e arrondissement, près de la gare de Lyon, va être rasé.

Comme par hasard, les 3000 expulsions concernent au 3/4 des immigrés : Chirac a déclaré dans une émission télé que ce quartier était la honte de Paris.

Il n'est prévu aucun relogement.

C'est urgent de créer un comité de défense.

Pour cela, adressez-vous :

Le soir, Roland : 346 58 41
le jour Daniel, 341 57 05

BANLIEUE

EVRY

Camarades, après la politique de bulldozer contre les maliens, vous pouvez vous détendre en allant voir une exposition sur « l'Art funéraire africain », photos et sculptures de Kofi Mouroufié, jusqu'au 15 février à l'Agora d'Evry

SURESNES

Pour se réchauffer et bien mieux encore, un stage de danse africaine, organisé avec Raffa et Théo des ballets Lemba. Ouvert aux débutants et avancés. Le nombre de participants est limité à 30.

Horaire et jour samedi 31 janvier et dimanche 1er février de 13 h à 18 h. participation : 90 F\$ Lieu : Centre de loisirs Léo Lagrange, 43 bd H. Sellier. 92150 Suresnes. Tél : 506 13 10 et 772 30 96

Chaville

semaine contre le racisme du 24 au 31 janvier : expo sur la déportation, sur les immigrés, et des droits de l'homme, plus des musiques folkloriques, des débats, des projections de films, le classique « Elise ou la craie » et peut-être le film de Riza Salah « L'Hégire au Vingtième Siècle »

CHOISY LE ROI

« Albert » spectacle écrit par Michel Boujenah, le 7, 14 février au Théâtre Paul Eluard

Cergy Pontoise

Les Quilapayun vous emmèneront au Pérou le 23 à 21 heures au Centre d'animation Culturel.



James Brown le roi de la « soul music » sera à Paris le 26

BLANC MESNYL

FESTIVAL DE FILMS « LES ENFANTS DANS LA TOURMENTE »

Salle Municipale de la Jeunesse (youri Gagarine) Av Victor Hugo

Samedi 28 février :

18 h Alerte les bébés de J.M. Carre 90 mn

L'enfant prisonnier de J.M. Carre. Débat 20 h.

21 h Les Enfants de la Guerre de J. Saab 60 mn

Les Enfants du Polisario 20 mn de Djamilia Olivesi.

Débat 22 h 30

Dimanche 1er :

10 h 30 - 4 cours métrages de 10 mn chacun.

ELANCOURT

2ème soirée du cinéma musical, le 6/2

« film about Jimi Hendrix », « cha-cha », avec Herman Brood et Nina hagen

« la voix de la Liberté portugaise », José Afonso, le 7 à 21 h, au centre des 7 mares.

BEZONS

Au moment où certaines municipalités se distinguent par de facheuses initiatives (style : animation mécanisée), d'autres, en particulier celle de Bézons dans le Val d'Oise continuent tant bien que mal une animation culturelle. au théâtre Paul Eluard, exposition Ecriture-image (de l'écriture arabe à la gravure et la peinture) jusqu'au 31/1 projection de films : Chronique des années de braise ; Le Soleil des Hyènes ; Omar Glato ; du Misérabilisme immigré avec l'autre France Alyam Alyam et le 24 à 21 h chanson Djamel Allam le 24 à 21 heures au Théâtre Paul Eluard.

PROVINCE

ORLEANS

Les Quilapayun, le 3/2 au Carré Saint Vincent

ROCHEFORT

Christian Escoudé, Jean François Capon, du bon jazz, au Théâtre Municipal.

BELFORT

« ça va, ça va très bien », du théâtre de Macadam, le 30, 31, et le 1/2 au centre culturel de Belfort (4 rue de Londres)

LIMOGES

Le groupe folklorique polonais « Rzesowiaczy », le 6/2 au grand théâtre

LYON

Belka Lewitzky dance company chorégraphies : Bella Lewitzky, le 27, 28, 29, 30, 31 janvier à la maison de danse.

MONTPELLIER

Concert de jazz : René nan (bat) michel Marre (trompette), Michel Legris (piano), Esdlaudin (contre-basse)

STRASBOURG

Taleb Oskan (chant ture), le 7 février au 8 rue du Fossé des 13

NANTES

Compagnie nationale de ballet du Portugal à 21 h, le 30, 31 janvier à la maison de la culture de Nantes et de Loire Atlantique

SAINT ETIENNE

Ballet national du Portugal, directeur artistique Armando Jorge à 20 h 45, à la maison de la culture et de loisirs

CALAIS

Concert du grand jazz symphonique du Detroit, direction Roger Gaubert, le 1/2 à 16 h, au théâtre municipal.

Lens

Bonne année à tous les Lenois qui connaissent Momo, le reggae vient chez vous avec Ozila Reggae à la Salle d'œuvre de Billy Montigny.

LAON

Sugar blue en quartet, le 30/1 et le 10/2 : Leny Escudero à la maison des arts et loisirs.

LA ROCHELLE

Jazz au vieux port », le 29/... à 21 h à la maison municipale des jeunes

LE HAVRE

Pencil peeni circus, Jango Edwards, parodie de la vie sur des airs de reggae, de rock et de pop music. Le 7/2 au théâtre de l'hôtel de ville.

Annonces Sans Frontière ... Annonces Sans Frontière ... Annonces

Cours

Jeune fille donnerait cours de maths et physique, de la 6e à la seconde, prix : 25 F de l'heure. Tél : 577 76 29 (à partir de 20 H)

cours de gymnastique douce, individuels ou collectifs à Paris, 15 rue Gay Lussac. Tél : 784 81 68

Educateur diplômé d'état, donne cours particuliers de rattrapage, de français ou d'anglais. M. Mantel, 73 rue de l'église, 75015 Paris. Tél : 557 58 25

Professeur de français ferait correction de thèses ou de livres à prix modérés. Tél : 747 04 05

Cours d'espagnol par professeur qualifié et expérimenté, toutes classes. Prix : 50 F de l'heure. Tél : 363 35 82

Jeunes filles bachelières donnent cours de dessin d'arts graphiques, solfège et piano S'adresser : 8 à 8 (tous les jours de 9 h à 13 h et de 19 h à 21 h)

Des cours de français pour des immigrés ont lieu au Centre Alfa 3 allée des pensées, au niveau du 152 av. Gallieni à Bondy. Tél : 847 04 79

Jeune fille donnerait cours de français et maths du CE1 au CM2. Tél : 988 86 64

Des cours de français pour des immigrés ont lieu au Centre Alfa, 3 allée des Pensées, au

Grenier

Vends pendule, tête de lion avec anneaux, en bronze avec 2 chandeliers 4 branches assorties. Prix : faire offre. Tél : 985 20 83

Vends tapisseries boliviennes en alpaga et lama (mantas) Prix : 250 F à 500 F. Tél : 707 08 26

Vends métier à tisser en bois, largeur 1,50, 4 lames, 4 pédales. Tél : 506 68 24.

Recherche lampe à pétrole, lampes diverses en cuivre, petits cadres en cuivre ou tous objets divers en cuivre. Tél : 739 47 48

Recherche véritable blouson d'aviateur, cuir et peau, prix maximum : 300 F. Tél : 278 44 78 Demandez Mohamed.

Achète photos anciennes, avant 1900 tél : 555 41 25.

J'achète à bon prix toutes cartes postales anciennes en vrac ou en album. Tél : 827 45 92

Recherche des cartes postales de Russie avant la révolution. Tél : 524 88 362 Heures de bureau. M. André.

Recherche bandes dessinées, genre strange, marvel rahan et histoires complètes en albums. Achat comptant. Tél 825 32 34

Recherche des livres de science-fiction, toutes collections, et toutes époques. Tél : 860 59 10

Particulier achète tous illustrés ou bandes dessinées. Tél : 587 32 54

Recherche encyclopédie commerciale, juridique, financière, administrative, Tél : 203 32 73

Recherche une documentation sur l'actrice Jesty Morgan, Tél : 706 92 05 le soir au 72F1 28 13

Téléphone arabe

Graphiste diplômé en communication visuelle et audio-vis. cherche job dans le domaine de l'immigration (portugaise de préférence), en France ou à l'étranger. Etudie toutes propositions. José Guerreiro, 140 rue Louis Becker 69100 VILLEURBANNE

Artisans du Monde, association loi 1901, a pour objectif d'informer sur les problèmes du Tiers Monde par le biais de la vente d'artisanat provenant des groupes/coopératives des différents pays, des livres et des brochures et une activité d'animation.

Cette association recherche un(e) permanent(e) pour l'animation et la gestion de ses activités à partir du 1er juin 1981.

Le candidat devra avoir une forte motivation sur les problèmes du Tiers Monde et le sens de l'organisation. Toutes expériences sont les bienvenues.

Envoyer curriculum vitae à Artisans du Monde, 20 rue Rochecouart 75009 PARIS, jusqu'au 30 mars 1981

Recherche U.R.G.E.N.T. heures de ménage, ou n'importe quoi d'autre car sans boulot depuis pas mal de temps. J'ai déjà fait aide-soignante pendant sept mois, petit boulot de bureau pendant quatre mois et assuré des animations sur l'Algérie avec un groupe de jeunes. Michèle Drouet, 44 rue du Docteur Cotoni 76800 Saint-Etienne du Rouray (rouen). Tél : 65 08 88 après 19 h. Laisser message à la maman. Merci !!

L'association Accueil jeunes prépare un film super 8 sur les jeunes de la région Nord (Pas de Calais) pour leur donner la parole, montrer ce qu'ils vivent... famille, école, boulot, loisirs, copains, etc, et construire un document sur les 13/25 ans. Pour cela, nous cherchons des jeunes pour y participer, des films, recueillir, leurs témoignages.

Nous écrire ou passer nous voir, en discuter le week-end. Merci. « Accueil jeunes », 23 rue Victor Hugo, face parc église à Dechy près de Douai. Demander : Marc Benoit.

BRISON

VIVA LE SPORT :

Aime beaucoup le sport en général, le foot en particulier, cherche mecs sympas pour m'envoyer posters de l'équipe paris S.g. que ce rêve soit réalisé. M: Mansour Mayatah, 1 2 0 0 D 2 0 2 1 Bois d'Arcy (5 bis, rue Alexandre Turpault).

MORAL A ZERO

Jeune Marocain sans soutien moral, sans famille, recherche pour lier amitié sincère correspondants (es) pour meubler ma solitude et me remonter le mo-

ral qui est au plus bas. Merci d'avance, sortie prochaine. _abdellaziz Farhi 639 E/11 à Bois d'Arcy.

CHALEUR HUMAINE

J'ai besoin d'un lien, d'une amitié, je cherche une jeune fille qui serait sympa, compréhensive et qui voudrait lier amitié sincère et durable, j'ai 25 ans, et j'espère que mon annonce aura une réponse pleine de chaleur. M: Ketir Mohamed 202 042 bloc E 106 à La Santé (42 rue de la Santé, 75014 Paris.)

Annonces gratuites à Sans Frontière
Est-ce possible, n'ont-ils pas besoin d'argent pour faire vivre l'hebdo. Mais si, elles sont gratuites mais rien n'empêche de glisser un petit billet en nous le signalant. merci ...

MARCHAIS, MERCIECA, TINTIN, BRAZZA ET LES AUTRES

Les situations historiques ont tendance à se répéter. Quand le légendaire colonel Brazza, attiré par l'insondable énigme du Congo, explorait la mystérieuse géographie de ses rivages avec le noble dessein d'apprendre aux autochtones à utiliser leurs ressources naturelles, ainsi que de leur apporter la dignité et les bienfaits de la civilisation européenne, il avait coutume d'entamer un dialogue avec les chefs et roitelets locaux, en un patient et louable effort visant à persuader leurs silvestres et rustiques esprits de la nécessité de commencer pacifiquement avec les Blancs, de hisser leurs hommes à la condition d'êtres humains, d'accueillir à bras ouverts l'installation de comptoirs, missions, hôpitaux et églises. Si, avec une noire obstination, ceux-ci refusaient d'effacer les ombres de l'ignorance et de la superstition, s'ils persistaient à se cramponner à leurs coutumes primitives et barbares et, plus grave encore, s'ils opposaient une résistance maladroite et inutile aux idéaux de progrès et de justice que l'humanitaire colonel incarnait, celui-ci n'avait d'autre recours que de poursuivre le dialogue avec de nouveaux arguments. Evitant la dureté et la cruauté gratuites d'autres porte-drapeaux de la vocation oecuménique européenne, il se bornait à installer ses pénates dans la zone choisie et à mettre en fuite les récalcitrants obtus sous le feu d'une canonnade.

Le 24 décembre dernier, à quatre heures de l'après-midi, afin de manifester son désaccord avec la décision de placer temporairement trois cents ouvriers du Mali transférés de la mairie voisine de Saint-Maur, en application des nouvelles directives du Parti communiste Français en vue de freiner l'immigration et de s'opposer à la création de ghettos dans les municipalités qu'il gère, une délégation pacifique d'une cinquantaine de personnes, où figuraient le maire de Vitry, Paul Mercieca, ses adjoints et plusieurs conseillers municipaux, se rendit avec le propos de dialoguer avec les Africains qui venaient d'y être installés dans le foyer de la rue des Fusillés. Cette délégation était porteuse d'un insolite cadeau de Noël : un bulldozer. Le jeudi 25, le maire expliquait ce qui s'était passé à l'envoyé spécial de *L'Humanité* : « Je me suis rendu au foyer pour informer les travailleurs maliens de la gravité de la situation et je les ai engagés à agir avec nous auprès du préfet ». Dans ce même reportage, Guy Poussy, secrétaire de la Fédération du P.C.F. du Val-de-Marne, ajoutait qu'il s'était adressé aux immigrés « malgré l'hostilité violente du chef de tribu, pour les appeler à faire preuve de dignité », c'est-à-dire en essayant de son mieux de décider leurs silvestres et rustiques esprits à refuser le toit provisoire qui leur était offert, dans un beau geste de solidarité avec le parti de la classe ouvrière française. Sourds au langage de la raison et de l'intelligence, ne comprenant pas que leur massive et sombre irruption pouvait être la goutte d'eau qui ferait déborder le verre de la patience d'une communauté laborieuse durement touchée par la crise économique, et dont les nerfs sont mis à vif à cause du grand pourcentage de groupes ethniques étrangers, les travailleurs du Mali ont refusé l'invitation qui leur était faite de participer à une marche de protestation sur la Préfecture du Val-de-Marne et la mairie de droite de Saint-Maur. Face à leur incroyable refus de se conduire comme des êtres civilisés et politiquement adultes, d'accueillir à bras ouverts cette délégation fraternelle porteuse des valeurs oecuméniques du progrès — inquiets, peut-être, reconnaissons-le à leur décharge, devant la perspective de retourner au foyer en ruine qu'ils avaient abandonné à Saint-Maur ou de passer la froide nuit de Noël à la belle étoile — le maire Mercieca dut se résoudre à renforcer le dialogue avec de nouveaux arguments : le bulldozer fut extrait du « paquet cadeau » et apparut ficelé dans le ruban tricolore du socialisme aux couleurs de la France ; il com-

mença son travail et les visiteurs se mirent à arracher fébrilement portes et fenêtres, à détruire les tuyaux du gaz de chauffage, devant la consternation et l'impuissance de noirs obtus qui, comme à l'époque du colonel Brazza, ne comprenaient pas leurs véritables intérêts de classe et offensaient par leur excessive et intempestive oprésence le délicat épiderme et la subtile sensibilité sociale du peuple travailleurs autochtone, au sein duquel ils avaient le culot de prétendre s'incruster.

Tandis que le maire et ses conseillers fêtaient la nuit de Noël avec leurs familles, les noirs parcouraient comme fantômes leurs chambres dévastées, et ce fut la levée de la Saint-Vitry. La presse déviationniste et anti-patriotique, avec à sa tête *Libération* — ce défenseur impénitent d'objecteurs de conscience, insoumis, lumpens, invertis, drogués et *tutti quanti* — poussa les hauts cris devant cette nouvelle et efficace démonstration d'internationalisme prolétarien.

Seuls *Le parisien Libéré* et *Minute* se sont abstenus de critiquer le P.C.F. et Mercieca, bien qu'ils attribuent cette subite prise de conscience sociale à des préoccupations et à des calculs électoraux. Ce que les collègues de Marchais disent aujourd'hui a été relevé dans les colonnes de ces journaux depuis longtemps déjà, par Jean-Marie Le Pen et d'autres patriotes attentifs à l'exaspération grandissante des masses : nous avons dépassé le seuil fatidique de tolérance !

Le syndrome allergique, auquel le maire de Vitry et ses conseillers ont essayé d'appliquer un remède héroïque, n'est en effet que la manifestation d'un remarquable phénomène social que les sociologues de Chicago ont découvert il y a un demi-siècle : ce mal américain — dont l'origine, probablement à cause d'un excès de patriotisme mal compris, *L'Humanité* a préféré passer sous silence — se manifeste dans les classes moyennes en temps de crise et touche exclusivement les communautés blanches. La tolérance de la population nationale d'origine européenne mise en présence ou au voisinage d'un groupe exotique, est fonction directe de l'importance quantitative de ce dernier : plus il sera dense et manifeste, plus grandes seront les chances d'éruption des symptômes et des réactions de rejet. Une fois atteint le *tipping point*, l'inévitable seuil de tolérance, le mal peut se transformer en épidémie et prendre des dimensions alarmantes ; les rapports entre les deux communautés, l'aborigène et

l'étrangère, la blanche et les non-Blancs, se détériorent, la cohabitation devient difficile, la patience fait place à la colère, les sentiments refoulés arrivent à saturation. Le groupe social atteint — les classes laborieuses, les petits-bourgeois, les rentiers, les *cols blancs* — tout ce groupe vit dans un état aigu d'anxiété et la moindre imprudence de la part des alogènes peut faire jaillir l'étincelle fatale : les odeurs d'huile et d'épices de leur cuisine dérangeant, les cris de leurs enfants dans l'escalier irritent, le tapage et la musique de leurs fêtes mettent les nerfs à vif. La vie en commun s'est changée en poudrière.

Il semble que le syndrome américain soit arrivé depuis quelques temps déjà sur notre continent, et qu'il se manifeste tant dans les alentours de l'Université Patrice Lumumba de Moscou à l'égard des boursiers fainéants du Tiers Monde, que dans le quartier berlinois de Kreuzberg au sujet de ceux qui habitent « la petite Anatolie », ou encore dans les zones les plus inhospitalières et les plus insalubres de Londres, à propos des Antillais ou des Pakistais. Un jour, un groupe d'étudiants belges frappe des ouvriers arabes qu'ils ont croisés dans la rue ; un autre jour, la mairie de Hernani, au Pays Basque, décide d'expulser les Tziganes qui campent sur son territoire. N'allez surtout pas croire que ce soit du racisme ou de la xénophobie, pas du tout : c'est le seuil de tolérance étudié par Bogardus, Westie, les frères Duncan et d'autres lumières de la science. Comme aux Etats-Unis, l'actuel *tipping point* ne concerne que les communautés élevées conformément aux sains principes de la civilisation occidentale et chrétienne ; ni les sémites, ni les Africains, ni les orientaux ne paraissent soumis à ce phénomène. Comme l'écrivain espagnol Quevedo l'avait noté, le noir fait une tache parmi les blancs, mais le blanc ne fait pas une tache parmi les noirs. Pendant l'euphorie économique des années soixante, ce phénomène est resté à l'état de latence. L'Europe avait besoin de millions d'immigrés pour fabriquer ses automobiles, construire ses autoroutes, bâtir ses édifices : tant les gouvernements que les bons peuples préféraient donc fermer les yeux. Les victimes du syndrome se recrutaient alors parmi les abonnés du *Parisien Libéré* ou de la presse Springer. Mais à partir de l'augmentation des prix du pétrole et de la subséquente crise économique, les symptômes ont commencé à concerner de nouveaux groupes sociaux et à y faire tâche d'huile. L'angoisse et l'inquiétude, jusqu'alors diffuses, se sont concrétisées. On ne pouvait pas continuer comme ça. Les bons Français ou Belges ou Allemands avaient l'impression de n'être plus chez eux. Il fallait crier haro sur cette fourbe invasion.

L'été dernier, les hebdomadaires français à grand tirage et la presse à sensation de Paris ont servi de caisse de résonance à toute une kyrielle de doléances : ils arrivent toujours avec toute la marmaille, ils occupent les H.L.M., ils inventent des maladies ou des accidents pour toucher la sécu... Faites un tour dans notre quartier et vous ne tomberez que sur eux. On a peur de prendre l'autobus, de traverser la cour dans l'obscurité, de sortir le chien. Avec

tous ces gens dans la rue, la ville ressemble à un « village africain », à un « souk », à un « réduit de Kabyles ».

Quelques interviewés marquaient une ligne de partage entre les bons immigrés — les Espagnols, les Portugais, les Vietnamiens — presque toujours discrets, aimables, obligeants, propres, et ceux qui sont inassimilables et indociles — les arabes et les nègres — farouchement attachés à leurs coutumes et qui l'affichent. Au lieu de dissimuler leur présence et d'essayer de se rendre invisibles, ces derniers font étalage de leur négritude et accusent leurs traits distinctifs : ces jeunes des deux sexes exhibent des coiffures afro comme les ridicules « infantes » que peignait Velasquez ; leurs colliers de verroterie, leurs djelabas et caftans sont un défi au bon goût ; il y en a qui paradedent enturbannés, comme des coqs de village : leurs moustaches frisées pointent comme une cicieuse provocation. Et non seulement ils ne se montrent pas reconnaissants pour le travail qu'on leur donne, mais en plus, ils se mettent à revendiquer : par ces temps de chômage et de calme social, ils ont le culot de se mettre en grève, comme les mineurs marocains de Lorraine et les balayeurs du métro. C'est eux les racistes, pas nous.

Toujours attentif aux désirs et aux réflexes de défense des masses, le représentant suprême de la classe ouvrière ne pouvait pas rester indifférent devant l'effervescence nationale. Aussi, les derniers mois, après avoir tenté en vain de mettre en garde les autorités de l'Etat contre le péril qu'implique la transgression du « seuil de tolérance », il a décidé, avec la sagesse et le bon sens propres à un parti de masses qui aspire à des responsabilités de gouvernement de passer directement aux faits et de s'attaquer au mal dans sa racine : tel a été le dessein de l'originale et inopinée visite de Noël au foyer de Vitry. La presque unanime approbation de ses électeurs montre que Mercieca et ses supérieurs ne s'étaient pas trompés.

Malheureusement pour les inventeurs de la nouvelle image populaire du P.C.F., quelques intellectuels prétendument marxistes ne semblent pas avoir compris la problématique réelle des classes laborieuses ni l'internationalisme bien compris, lorsqu'ils dénoncent sa politique de « *régléments raciaux* » et de « *déportation planifiée sous le prétexte de différences nationales, historiques ou culturelles* ». « Au lieu de réclamer des moyens accrus pour pratiquer l'aide aux plus défavorisés » — écrivait avec cynisme l'un d'entre eux, un juif cosmopolite et apatride, né en France par hasard — « au lieu de réclamer la jouissance pleine et entière de tous les droits liés à la citoyenneté française pour la totalité des habitants de ce pays, quelle que soit leur origine, quelle que soit la durée de leur séjour dans nos mines, nos usines, la gauche réclame tantôt la répartition de l'immigration, tantôt son arrêt ! » On croit rêver. Fini le temps où Léo Frankel, juif hongrois, pouvait être député des ouvriers parisiens... Accorder des droits égaux à tous ? Vous imaginez-vous un Sénégalais conseiller municipal d'Ivry, un Yougoslave député socialiste, un arabe ministre du Travail ? Où irait la France ?

Juan Goytisolo
(Traduction de Gérard Suberville)

sans frontières